

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Un Parti Communiste (*Boris Souvarine*). — Un pas en avant : Francfort (*A. Losowsky*). — A l'étude du Programme de l'Internationale communiste. — Le programme de la 3<sup>e</sup> Internationale (*L. Rudas*). — La question du programme de l'Internationale communiste (*Karl Radek*). — Comment doit être composé le programme de

l'Internationale (*E. Varga*). — Projet de la partie théorique du programme de l'Internationale (*Parti communiste bulgare*). — Un livre de Trotsky : « 1905 » (*Parijanine*). — Le front unique au Congrès de Leipzig (*Edwin Haernle*). — La Conférence de Francfort : 3<sup>e</sup> journée. — Bibliothèque communiste.

## Un Parti Communiste

**A**MPUTÉ de ses membres pourris, notre Parti, naguère atteint de toute une série de maladies des partis ouvriers, est entré rapidement en convalescence. Et moins de trois mois après la salutaire opération chirurgicale, sa guérison est un fait accompli.

Il y a maintenant un Parti Communiste en France, c'est-à-dire plus exactement un parti qui se forme et se développe dans un sens communiste, selon un type d'organisation dont la section russe de l'Internationale Communiste est le modèle le plus achevé.

En quoi consiste cette transformation de notre Parti en Parti Communiste ? D'abord dans l'adoption intégrale, par le Parti, des conceptions communistes définies par quatre congrès internationaux de la 3<sup>e</sup> Internationale, adoption qui signifie *compréhension, approbation et assimilation*, ce qui ne ressemble en rien à l'ancienne acceptation, incompréhensive et confuse. Le Parti participe de l'idéologie commune à toute l'Internationale. Il se trouve sans effort, spontanément et naturellement, en harmonie de pensée et d'action avec les autres sections de l'Internationale.

La transformation se caractérise ensuite par le contenu de plus en plus prolétarien du Parti. Débarrassé de la poignée de bavards, de cabotins et d'aventuriers qui s'agitaient à son détriment dans ses cadres, le Parti a gagné d'un coup la confiance de nombreux ouvriers révolutionnaires, anciens syndicalistes ou anarchistes, conquis théoriquement à la notion de lutte politique du prolétariat par la Révolution bolchévique, et qui attendaient la formation d'un véritable parti révolutionnaire pour y adhérer. Les faits ont illustré cette thèse que nous avons toujours soutenue dans le *Bulletin Communiste* : chasser du Parti un membre

indigne, ce n'est pas *perdre* une unité, c'est en *gagner* dix. Notre Parti s'est fortifié en se nettoyant de ses parasites. Il s'est renforcé encore des sympathies et des adhésions que lui a valu ce nettoyage. Enfin, il a multiplié et affermi ses liens avec le prolétariat, qui voit en lui une fraction de lui-même, la plus active, la plus consciente, la plus capable d'initiative et de direction dans les luttes contre le capital, contre l'Etat bourgeois, contre l'impérialisme et la réaction.

Autre aspect essentiel de la transformation : c'est le caractère profondément internationaliste du Parti. La sottise nationaliste petite-bourgeoise des médiocres et des nullités qui s'intitulaient simplement « intellectuels », dans le Parti de 1922, était fondée sur une ignorance absolue de ce qui se passe dans les autres pays, de la vie des autres peuples, des méthodes de travail et d'action des autres partis : cette sottise a reçu un coup mortel. La mentalité nationaliste qui subsiste encore dans le mouvement ouvrier français, ne se manifeste plus dans le Parti Communiste : toute velléité d'expression en serait immédiatement étouffée. Le Parti se sent vraiment une ramification locale d'une grande organisation mondiale. On l'a bien vu dans ces derniers mois, à l'occasion de l'occupation de la Ruhr et de la lutte commune de l'avant-garde ouvrière de France et d'Allemagne contre la bourgeoisie des deux pays : les deux Partis Communistes se sont mis en contact permanent, ont délibéré et agi ensemble, ont échangé des délégués, des orateurs, des collaborateurs, — et tout cela sans le moindre effort, comme la chose la plus normale, la plus naturelle. Le Parti Communiste français s'est élevé à la hauteur d'une section du grand Parti Communiste mondial.

Enfin, la transformation du Parti s'est accomplie

et se poursuit dans le sens d'une organisation, non plus de simple propagande, mais de combat. Les règles tracées par les congrès internationaux sont mises en pratique, et il n'est pas de membre du Parti, même parmi ceux qui redoutaient nous ne savons quel « centralisme oligarchique », nous ne savons quel « autoritarisme », qui ne comprenne aujourd'hui la valeur du changement introduit, qui regrette l'ancienne organisation, qui ne sente les progrès bien-faisants dus aux nouvelles méthodes. Le Bureau politique et le Comité directeur travaillent en accord complet. La direction de la presse se confond avec celle du Parti, pas un militant, pas un organe, pas un groupe ne revendique « l'autonomie », c'est-à-dire le droit d'avoir des intérêts propres, différents des intérêts du Parti, — et tous se sentent libres, *vraiment libres*, puisqu'ils veulent cette discipline, puisqu'ils l'acceptent librement et la désirent, puisqu'ils savent qu'elle est le lien qui rassemble en un faisceau solide toutes les forces communistes.

Ainsi, notre Parti, grâce à l'intervention féconde de l'Internationale, s'est transformé en un véritable Parti Communiste avec une rapidité étonnante. Il a fait preuve d'une vitalité qui permet de bien augurer de son avenir. Nul d'entre nous n'osait espérer les résultats atteints en moins de trois mois, résultats frappants, qui ne peuvent être niés à moins d'aveuglement ou de mauvaise foi.

Le Parti est vraiment, entièrement, au service de la cause prolétarienne et de la Révolution. Il ne gaspille plus de temps en bavardages stériles. Il travaille et agit fructueusement pour rendre à la classe ouvrière confiance en elle-même, en ses capacités, en ses forces, en ses destinées. Il se porte au premier rang de la lutte de classe, prêche d'exemple, reçoit la plus large part des coups, lance les paroles qui réconfortent et qui entraînent. Il ne sert plus les intérêts de quelques politiciens, à la recherche d'une réclame, d'une carrière ou d'une clientèle, mais seulement les intérêts du prolétariat. Tout élément réfractaire à son action générale, inassimilable ou dangereux est éliminé sans difficulté, d'un assentiment unanime.

Sa presse a cessé d'être pour certains charlatans olseux une estrade destinée à mettre en évidence leurs vaines gesticulations. Les journaux communistes sont des organes du Parti, donc du mouvement ouvrier révolutionnaire, et non de quelques politiciens. Leurs rédacteurs y travaillent comme des serviteurs de la Révolution, et non en profiteurs comme firent les indésirables actuellement passés à l'ennemi. La classe ouvrière apprécie à tel point le changement que le tirage de *l'Humanité* s'est élevé, depuis l'épuration du Parti, dans une notable mesure.

Les effectifs du Parti, deux mois et demi après le Conseil National du 21 janvier, atteignent déjà le chiffre de 50.000 membres. Or, que l'on se représente la signification d'un tel chiffre, qui n'a rien de com-

mun, par la nature et le contenu, avec les données fournies par tout autre parti. Nos 50.000 adhérents d'aujourd'hui *savent exactement à quoi ils sont engagés*. La crise du Parti, les incidents qui l'ont marquée ont reçu assez de publicité, ont été assez éclatants, pour que chacun sache ce qu'implique l'entrée dans notre groupement. La discipline pour tous, l'exclusion sans phrases pour les indisciplinés, l'impossibilité définitive de se servir du Parti pour « arriver » dans la politique, la sévérité des conditions requises, — tout cela constitue un filtrage qui élève exceptionnellement la qualité du contenu du Parti. Quelle est l'organisation capable de fermer ainsi ses portes au premier venu ? Quelle est celle qui pourrait se vanter de conserver plus de dix membres en subissant une répression comme celle qui atteint notre Parti ? Quelle est celle qui affiche avec éclat un programme ne comportant que des sacrifices pour les adhérents ? Quelle est celle qui dit aux postulants : n'entrez pas ici si vous n'êtes pas prêts à vous plier à la discipline commune, à vous subordonner aux statuts, aux décisions des congrès, à faire litière de vos intérêts pour n'avoir en vue que ceux du Parti ?

Il n'est pas en France un seul groupement ouvrier qui agisse de la sorte. Il n'en est donc pas un qui puisse comparer ses adhérents aux nôtres, car il n'est pas de mesure commune aux uns et aux autres. Quant à la comparaison de nos effectifs actuels avec ceux du Parti avant Tours ou après Tours, elle est tout bonnement absurde. Le bluff coutumier aux politiciens carriéristes du socialisme annule toute signification des chiffres invoqués. Quel est le député qui ne déboursait pas la somme nécessaire — au reste insignifiante — pour faire croire que sa fédération avait « placé des cartes » en grand nombre ? Quel est le groupe qui ne s'efforçait de « placer des cartes » comme un placier place des chaussettes, en n'ayant en vue que d'en « placer » le plus possible sans s'inquiéter des convictions du client, — ou de l'adhérent ? Ces pratiques du socialisme électoral, dont il restait des survivances après Tours dans notre Parti, sont rigoureusement abolies. Un Parti révolutionnaire n'a pas intérêt à se tromper lui-même.

Enfin, la condition capitale assurant la continuité du développement du Parti dans le sens révolutionnaire et prolétarien se réalise progressivement ; c'est la fusion des syndicalistes révolutionnaires et des communistes. Nous n'avons cessé de dire et de répéter, avant et après Tours : le Parti ne sera communiste qu'avec l'adhésion des syndicalistes vraiment révolutionnaires, c'est-à-dire des communistes qui restent en dehors du Parti. Maintenant, la présence des fondateurs de la *Vie Ouvrière* parmi nous donne à la classe ouvrière, à l'Internationale, la certitude de l'existence d'un vrai Parti Communiste en France.

Boris SOUVARINE

# Un pas en avant : Francfort

La conférence de Francfort a fait un pas en avant dans la voie du rassemblement de toutes les forces prolétariennes contre la guerre et le fascisme. Elle a suscité dans les milieux ouvriers un grand et légitime intérêt. C'est la première conférence internationale qui, depuis l'occupation de la Ruhr, ait posé toutes les questions dans toute leur ampleur. Car on ne peut tout de même pas prendre au sérieux les conciliabules des gens d'Amsterdam. Personne n'y a songé et les participants mêmes de ces « thés de 5 heures » moins que quiconque. Fimmen s'étant permis de toucher un mot de la passivité de la F. S. I., son collègue Oudegeest s'est empressé d'écrire que l'article malencontreux s'expliquait par du surmenage. Fimmen est-il surmené ou simplement sa conscience prolétarienne s'est-elle réveillée ? Nous n'en savons rien, mais un fait demeure. Les dirigeants d'Amsterdam ont convenu de leur impuissance, mieux, de leur intention de ne pas appliquer les décisions de La Haye.

Mais ce que n'ont fait ni la F. S. I. d'Amsterdam, ni la II<sup>e</sup> Internationale, l'I. C. et l'I.S.R. l'ont accompli. Seuls les partis communistes et les syndicats révolutionnaires se sont dressés de toute leur énergie contre l'entreprise de brigandage de l'impérialisme français. Seuls l'I.S. et l'I.S.R. ont appelé les masses à l'action réelle. Ces manifestations révolutionnaires ont été accueillies avec la plus vive sympathie même parmi les travailleurs adhérents aux organisations réformistes. Ces derniers se convainquent que la seule force sérieuse agissant de tout son pouvoir contre la guerre c'est l'Internationale Communiste, l'Internationale Syndicale Rouge et leurs organisations. Les travailleurs réformistes s'en sont convaincus et ont pratiquement conclu en participant à la conférence de Francfort où étaient représentés, en même temps que des communistes et des syndicalistes révolutionnaires, des social-démocrates majoritaires et indépendants, les majoritaires venus contre la volonté de leurs chefs. Dans l'alternative de se soumettre aux décisions antiprolétariennes des leaders et d'affaiblir d'autant la lutte contre la guerre, ou de renforcer, contre la décision des chefs, le front antimilitariste et antifasciste, ils ont, en bons prolétaires, adopté le dernier parti. De sorte que s'est réalisé pratiquement le front uni de la solidarité duquel dépend littéralement le sort des masses ouvrières. A la vérité, il n'y avait à Francfort qu'une dizaine d'ouvriers social-démocrates ; mais ce petit groupe de militants préférant le front uni avec les travailleurs révolutionnaires au front uni avec la bourgeoisie attestait l'indignation croissante des masses social-démocrates contre la politique antiouvrière de leurs dirigeants.

Francfort n'a pas seulement été une manifestation du front uni en voie de développement, mais plus encore une conférence de praticiens révolutionnaires envisageant le combat contre la guerre et le fascisme ainsi que le besoin de réaliser le bloc des masses ouvrières en une organisation mue par une volonté unique. La *Volksstimme* social-démocrate de Francfort a qualifié ironiquement notre conférence de « conseil de guerre ». Ce petit journal entendait nous donner un coup d'épingle, mon affirmation que nous ne réunissions pas une conférence de la paix mais une conférence de guerre des classes n'ayant pas eu l'heur de plaire à la social-démocratie. Mais notre conférence de Francfort a réellement été un conseil de guerre de classe.

Quels étaient ses devoirs ? Dresser le bilan de l'expérience acquise par la lutte des classes dans tous les pays et arrêter les méthodes et les formes pratiques de l'action de demain. Notre armée c'est la classe ouvrière dans son entier ; notre front est une ligne brisée qui traverse tous les pays dans mille directions différentes. Et nous avons la plus grande armée qu'il y ait au monde. Mais une partie importante en est encore passive, tantôt sous l'influence de l'idéologie bourgeoise, tantôt sous l'influence déprimante du réformisme ; et ce n'est qu'une fraction du prolétariat qui se rassemble autour du drapeau de la lutte des classes. Le travail de Francfort consistait à mieux grouper les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière, à jeter un pont entre eux et les ouvriers réformistes, à amener à la lutte des classes intransigeante ceux qui ne se rattachent pas encore aux organisations ouvrières et assistent passifs aux péripéties de la lutte sociale.

Avons-nous réussi ? Sans nul doute. Des mesures pratiques qui doivent nous devenir des points d'appui dans le combat ont été arrêtées. Commissions de Contrôle. Comité d'action, groupes internationaux, autant de centres d'organisations dont le but est de continuer à rassembler les masses contre l'impérialisme. Toutes ces organisations agissent sous l'égide d'un Comité d'action international, étranger à tous les partis, appelé à diriger l'effort révolutionnaire dans tous les sens, à prendre contact avec toutes les organisations ouvrières et à faire l'impossible pour amener la réunion d'un Congrès ouvrier mondial.

La conférence a en outre donné aux ouvriers révolutionnaires des pays les plus importants des instructions pratiques sur leurs tâches immédiates les plus actuelles. Aux prolétaires français, allemands, italiens, tchéco-slovaques, roumains et polonais elle a assigné des devoirs très nets. Le programme qu'elle a arrêté a été étudié dans tous ses détails et résume l'expérience révolutionnaire internationale.

Réunie pour combattre la guerre et le fas-

cisme la conférence de Francfort, à la différence de celle de La Haye, n'a pas tenu de propos pacifistes. C'est qu'y siégeaient des révolutionnaires et non des pacifistes, des hommes d'action et non des rhéteurs.

Aussi s'y est-on surtout intéressé, aux questions ayant trait à la tactique si complexe de notre classe. La coordination internationale de l'action est l'une des plus importantes. Nous avons vu la II<sup>e</sup> Internationale, reconstituée avec peine depuis la guerre, se décomposer en ses éléments nationaux dès que l'odeur de la poudre reparut en Europe. Les rhéteurs pacifistes de partout, discourant à perte de vue sur la Société des Nations et reprochant à Poincaré sa brutalité, indigne d'un galant homme, cultivent les préjugés nationaux et la suprématie des intérêts de la nation sur ceux de la classe. Mais la conférence de Francfort a fait ressortir ce que c'est que la solidarité internationale du prolétariat. Pendant que les réformistes français et belges dissertaient dans les salons, les communistes et les syndicalistes français venaient à Francfort déclarer en présence du prolétariat international qu'ils ne négligeront rien pour casser les reins à l'impérialisme. Ils venaient à Francfort bien que des dizaines d'entre eux payent de l'emprisonnement leur participation à la conférence d'Essen. Les révolutionnaires entendent ainsi leur devoir dans les complications internationales.

Les dirigeants d'Amsterdam et de la II<sup>e</sup> Internationale n'ont pas voulu venir à Francfort. Pourtant, comme on ne peut pas s'abstenir entièrement de bouger en présence de l'occupation de la Ruhr, car ce serait risquer de perdre tous les effectifs, les réformistes italiens, français, anglais et belges se réunissaient à Paris, à la même heure, et recherchaient la solution du problème. Vandervelde, Renaudel, Macdonald, et Modigliani décidaient d'envoyer une délégation à Berlin, négocier avec la social-démocratie à propos des réparations et de l'occupation de la Ruhr. Etrange résolution ! Et d'abord n'était-il donc pas possible d'inviter tout de suite les social-démocrates allemands ? Fallait-il absolument se concerter d'abord entre socialistes de l'Entente ? Il est clair que les réformistes français et anglais, comme ceux des autres pays de l'Entente se sentent, en présence des réformistes allemands, des vainqueurs et leur imposent le même régime que la bourgeoisie alliée à la bourgeoisie allemande. Quand se rencontrent deux réformistes des pays alliés ils se mettent aussitôt à réclamer des réparations pour la France et la Belgique, comme si ces deux pays avaient été les seuls dévastés par la guerre. Tout ceci demeure incompréhensible tant que l'on considère les socialistes-réformistes comme des représentants de la classe ouvrière, et devient lumineusement clair du moment où l'on reconnaît en eux des représentants de leurs nations, c'est-à-dire de leurs bourgeoisies.

La conférence de Francfort a consacré une grande partie de son temps au fascisme, contre-révolution préventive. Partout le fascisme lève la tête espérant briser la volonté des masses et instituer pour longtemps la dictature de

la bourgeoisie. Mais en quoi se distingue-t-il de la réaction ordinaire ? En ce qu'il utilise démagogiquement les masses ouvrières, en ce qu'il tente de lancer des mots d'ordres extrémistes et même de créer ses propres organisations ouvrières. Le fascisme s'efforce de démoraliser le mouvement ouvrier à l'intérieur pour mieux le briser ensuite. C'est à la fois une forme supérieure de réaction et l'incarnation du nationalisme militant extrémiste qui ne peut pas ne pas amener à de nouvelles guerres. Aussi était-il logique que la conférence de Francfort s'occupât à la fois de combattre la guerre et le fascisme.

La conférence de Francfort a montré qu'entre les communistes et les syndicalistes révolutionnaires, nombreux sont les éléments ouvriers désireux de combattre le capitalisme. Elle a montré que la tactique du front uni préconisée par l'I. C. et l'U. S. R. correspond à un profond besoin. Elle a enfin été une manifestation élevée de solidarité en ce sens encore que chacun s'y rendait compte de l'immence de lutttes communes. En assignant pour tâche aux travailleurs allemands le renversement du cabinet Cuno et la constitution d'un gouvernement ouvrier, la conférence se rendait compte que la réalisation de ce programme pourrait amener une guerre entre les Ententes, grande et petite, et la révolution sociale en Allemagne. Nul des assistants n'éprouvait le moindre doute de ce que le gouvernement ouvrier, en Allemagne, signifiait une alliance à la vie et à la mort, entre l'Allemagne révolutionnaire et la Russie des Soviets. Pour des internationalistes cette alliance va de soi. Car il serait monstrueux que la Russie des Soviets laissât écraser la révolution sociale en Allemagne. Ces idées se présentaient à Francfort avec une telle évidence qu'elles ne provoquèrent aucun débat. Tous les assistants étaient convaincus que le prolétariat allemand, vainqueur de sa bourgeoisie et menacé par l'impérialisme européen, s'unira au prolétariat russe et à son Armée Rouge jusqu'au triomphe définitif.

Les réformistes les plus butés, les plus conservateurs, doivent maintenant convenir que les ouvriers révolutionnaires seuls combattent l'occupation de la Ruhr. La bourgeoisie allemande et les social-démocrates agissant avec elle dénoncent chaque jour dans les communistes allemands des agents de Poincaré ; à la même heure, toute la presse jaune, en France, dénonce dans les communistes et les syndicalistes révolutionnaires français des agents de l'Allemagne. Rien n'est nouveau dans ces infamies. C'est une vieille méthode des classes dirigeantes que celle qui consiste à représenter les révolutionnaires de leur pays comme les agents de l'étranger. Les chiens aboient, la caravane passe ! Les travailleurs révolutionnaires ont fait leur premier pas à Essen. A Francfort ils en ont fait un autre. Création d'un Comité d'action international et de comités locaux de contrôle, fraternisation par-dessus les frontières : la voie est tracée. Il ne reste pour vaincre qu'à travailler, à travailler et encore à travailler !

A. LOSOVSKY.

# A l'étude du Programme de l'Internationale Communiste

Nous publions dans ce numéro plusieurs documents de grand intérêt, qui complètent l'ensemble des matériaux soumis au 4<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale Communiste pour l'élaboration du Programme.

Deux de ces documents, signés Rudas et Radek, n'étaient pas primitivement destinés à la publication. Mais nous estimons utile de les mettre au jour, non seulement parce qu'ils contribuent à éclaircir les questions débattues, mais encore parce que, — n'ayant pas été écrits pour les besoins de la cause, — ils prouvent sans conteste que le Programme de l'Internationale Communiste n'est encore que dans la phase d'étude, et que les accusations portées par le gouvernement, par la magistrature, par la police et par les « résistants » contre nos camarades emprisonnés, sur la base des interventions de Boukharine, sont dénuées de fondement.

Récapitulons donc ici les éléments de discussion soumis aux militants du Parti français pour leur permettre d'intervenir efficacement dans l'élaboration du Programme. Ces éléments ne sont naturellement destinés qu'à alimenter l'étude des problèmes que comportent le Programme. Les camarades qui se sentent capables d'édifier une conception d'ensemble du Programme, ou de mettre au point une de ses parties, ou de combler une lacune, ou de présenter des amendements avec démonstrations justificatives à l'appui, doivent se mettre au travail sans tarder. L'Internationale leur saura gré de leur contribution à l'étude d'une question aussi considérable.

Nous avons publié dans le Bulletin Communiste, ou dans la revue l'Internationale Communiste sur le Programme :

1. Le projet du camarade Boukharine, certainement le plus complet, le plus approfondi, et celui qui a le plus de chances d'être pris comme base de discussion. C'est ce projet qui contient les passages déjà si controversés sur la tactique offensive, le droit d'un Etat prolétarien à contracter des alliances avec des Etats bourgeois à certaines conditions, etc. (B. C., n° 10.)

2. Le discours de Boukharine au 4<sup>e</sup> Congrès mondial, exposé théorique de la question, examen des divers projets présentés. (B. C. n° 1.)

3. L'esquisse du camarade Thalheimer, qui servit ultérieurement de schéma au projet du Parti communiste allemand. (B. C. n° 39 et l'Internationale Communiste, n° 22.)

4. Le projet de Programme du Parti com-

muniste allemand (l'Internationale Communiste, n° 23.)

5. Le projet du Parti bulgare. (B. C., n° 14.)

6. Comment doit être composé le Programme de l'I. C., exposé préliminaire du camarade Varga. (L'Internationale Communiste, n° 22 et B. C., n° 14.)

7. Un article de Boukharine sur la Tactique offensive. (B. C., n° 8.)

8. Contribution à la discussion au sujet du programme, article de Smeral, le principal leader du Parti tchéco-slovaque. (L'Internationale Communiste, n° 22.)

9. Des notes de Karl Radek. (B. C., n° 14.)

10. Une introduction de Rudas, secrétaire de la Commission du Programme nommée par l'Exécutif élargi de juin. (B. C., n° 14.)

Les camarades qui désirent se mettre sérieusement au travail pour la participation à l'étude du Programme peuvent se procurer les numéros du Bulletin Communiste et de l'Internationale Communiste en s'adressant à la Librairie de l'Humanité.

Nous leur signalons en outre, comme matériaux précieux pour cette étude :

Contribution au projet de Programme du Parti communiste italien, par l'Exécutif de l'I. C. (L'Internationale Communiste, n° 23.)

Le Programme Communiste, de Rosa Luxembourg, suivi de Que veut la Ligue Spartacus (une brochure).

Le programme du Parti Communiste russe (bolchevik), (une brochure).

Critique du Programme de Gotha, par Karl Marx (une brochure).

Le programme des communistes, par Boukharine (une brochure, épuisée mais certainement susceptible d'être consultée dans la plupart des bibliothèques du Parti).

Résolution (plate-forme) de l'Internationale Communiste, votée par le premier Congrès mondial (une brochure, même observation que pour la précédente).

Nouvelle Etape, par Léon Trotsky (un volume).

Nous ne rappelons pas ici, naturellement, les ouvrages fondamentaux de Marx, d'Engels de Kautsky, de Lénine, où sont établies les bases mêmes de la doctrine communiste. On les trouvera, ainsi que les brochures citées plus haut, à la Librairie de l'Humanité et dans toute bonne bibliothèque communiste. Si une de nos bibliothèques n'avait pas un ou plusieurs de ces ouvrages, ce serait tout simplement une honte à effacer sans retard par l'acquisition de la brochure ou du volume manquant.

# Le Programme de la 3<sup>e</sup> Internationale

## Appel à la discussion

*En juin 1922, le Comité Exécutif élargi de l'Internationale Communiste décida de mettre à l'étude la question du Programme de l'Internationale et du Programme de plusieurs sections importantes, les « sections-types » caractérisées par les conditions économiques et politiques de leur pays. Le camarade Rudas, du Parti hongrois, fut nommé secrétaire de la première Commission du Programme, où notre camarade Souvarine représentait le Parti français, et en cette qualité, il écrivit « l'appel à la discussion » que nous reproduisons ci-dessous.*

Au cours de la dernière séance de l'Exécutif élargi, il a été décidé de mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès mondial la rédaction d'un programme de la III<sup>e</sup> Internationale ainsi que de ses diverses sections.

Une commission du programme fut nommée, comprenant les meilleurs théoriciens de l'Internationale Communiste. D'autre part, toutes les sections nationales furent invitées à désigner des commissions du programme, pour discuter la question, et rédiger des propositions, thèses et projets. Toutes mesures ont donc été prises pour que le programme soit bien le résultat de la collaboration méthodique de toutes les sections de l'Internationale, et pour fixer les meilleurs directives correspondant à la situation actuelle et aux prochaines actions prévues.

Trois mois nous séparent encore du Congrès et si nous voulons venir à bout de notre tâche, nous devons nous mettre immédiatement au travail. La tâche n'est pas aussi aisée qu'on pourrait le croire au premier abord. Dès les premières séances de la Commission du programme à Moscou, des conceptions divergentes sont apparues. Je me propose de les esquisser rapidement, dans l'espoir de provoquer dans toute la presse communiste une discussion qui ne pourra que contribuer à la solution.

Il ne fait aucun doute que le programme de l'Internationale doit formuler d'une façon claire et précise ce qui a déjà été dit mille fois dans les livres et brochures sur les méthodes propres à la période de transformation du régime capitaliste en régime socialiste, la né-

cessité de la dictature du prolétariat, le système des soviets, etc. Cette partie de notre travail est relativement aisée et ne présente aucune espèce de difficulté. La question qui se pose, c'est la forme dans laquelle cela doit être dit. Est-ce que le programme doit se composer uniquement de cette partie théorique ou bien doit-il passer rapidement sur ces questions et insister sur les problèmes spéciaux de la lutte quotidienne ?

Dans le premier cas, nous aurions un très beau programme, mais nous ne ferions que répéter ce qui a déjà été dit mille fois. Quelque utile que puisse être cette répétition, et même si nous procédions de façon assez habile pour donner l'impression du neuf, les problèmes brûlants de l'heure présente ne recevraient cependant aucune réponse. Le programme ne contiendrait aucune directive pour les luttes prochaines.

Mais si l'on se décide à adopter l'autre voie, on sera obligé de traiter des questions qui ne doivent pas entrer dans un programme. Nous n'avons aucune raison de croire que la période révolutionnaire prendra un caractère de plus en plus calme. Au contraire, le capitalisme se décompose rapidement. Le ralentissement de la révolution est chose relative. Nous ne vivons qu'une petite partie de l'histoire humaine, mais nous en voyons la fin, et la réalisation, comparée à ce que nous voyons avec les yeux de l'esprit, nous apparaît trop lente. En tout cas, lente ou rapide, la période que nous vivons n'est aucunement une période calme. La lutte est chaude, et la situation se transforme rapidement. Les mots d'ordre bons aujourd'hui sont périmés demain. La situation actuelle de l'Allemagne nous oblige, par exemple, à lancer le mot d'ordre de la saisie des valeurs réelles ou du gouvernement ouvrier. Demain, ces revendications apparaîtront périmées. Comment faut-il faire pour rédiger un programme qui ne soit pas périmé immédiatement après avoir été rédigé ?

Il faut encore tenir compte de deux choses : d'abord on doit dans ce cas rédiger un programme pour chaque section nationale, et non un programme de l'Internationale, puisque chaque section nationale est dans une phase spéciale de la lutte et de l'évolution sociale

et que chaque pays a à résoudre des problèmes propres. C'est ainsi, par exemple, que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier s'impose dans un certain nombre de pays, où il peut être réalisé dans un temps relativement court, comme en Allemagne, en France, en Italie, en Tchécoslovaquie, etc. Par contre, dans d'autres pays, c'est le mot d'ordre du suffrage universel qui s'impose.

Il faut, d'autre part, faire en sorte que l'insertion de pareilles questions dans le programme de l'Internationale ne prête pas à des conceptions fausses. La nature même de la question et le fait que, dans les anciens programmes social-démocrates, seules les revendications provisoires opportunistes étaient prises au sérieux, nous incitent à la prudence et nous imposent le devoir de faire ressortir d'une façon très nette notre conception révolutionnaire et la différence existant entre nous et les social-démocrates. Plus nous sommes obligés, pour atteindre nos buts révolutionnaires, de poser les revendications d'ordre transitoire conformes aux phases changeantes de la révolution, et plus nous devons faire pénétrer chez les ouvriers l'idée que la révolution ne perd rien de son actualité. D'une façon générale, dans la rédaction d'un pareil programme, nous devons, non seulement marquer clairement la différence entre nos revendications transitoires et celles des social-démocrates, mais aussi la limite au delà de laquelle la campagne pour ces revendications transitoires menace de dégénérer en opportunisme. Il nous faut affirmer d'une façon très nette les principes qui doivent servir de base à ces revendications, de façon à montrer d'une façon non équivoque qu'elles ne sont que des moyens pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et la dictature du prolétariat, et qu'une fois réalisées elles changent immédiatement de nature. Prenons, par exemple, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. Ce n'est pas là seulement un mot d'ordre tactique, mais une étape de la lutte pour la dictature du prolétariat, un chaînon entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat. Mais cette revendication une fois réalisée transforme immédiatement son caractère primitif. Un gouvernement ouvrier ne devient réellement un gouvernement des ouvriers que s'il rompt avec la bourgeoisie et s'il prend des mesures sérieuses en vue de réaliser le socialisme. Un pareil gouvernement devra immédiatement, dès sa constitution, résoudre la question de la nationalisation de l'industrie, des banques, de la terre, du désarmement de la bourgeoisie et de l'armement du prolétariat, etc., etc. Mais comment résoudra-t-il ces ques-

tions, s'il comprend dans son sein des social-démocrates ? Mais s'il ne les résoud pas, les communistes devront le combattre. Mais les ouvriers comprendront-ils ? ne diront-ils pas : « Vous avez réclamé un gouvernement ouvrier, et maintenant vous le combattez » ? C'est pourquoi dès maintenant il faut fixer d'une façon bien nette la limite à l'intérieur de laquelle ces mots d'ordre conservent leur valeur, ainsi que leur rôle véritable. Car toutes les revendications provisoires ont un caractère commun : utiles et nécessaires avant leur réalisation, elles changent aussitôt après de fonction et de caractère. Lorsqu'un programme se compose principalement de ces mots d'ordre provisoires, il est difficile, mais cependant nécessaire, de lui conserver son caractère révolutionnaire et de faire comprendre aux ouvriers que nous sommes toujours partisans de la dictature du prolétariat. Nous ne sommes pas disposés à abandonner nos buts révolutionnaires. Nous ne sommes pas d'avis que notre lutte pour la dictature du prolétariat passe au second plan. C'est pourquoi il est nécessaire ici de souligner énergiquement nos buts révolutionnaires et de faire ressortir la différence existant entre les revendications transitoires, opportunistes, des social-démocrates et les nôtres, qui ne font que se conformer à la phase de la lutte de classe dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Quelle que soit cette phase, notre lutte ne tend à autre chose qu'à la révolution, à la dictature du prolétariat.

On peut donc se rendre compte, d'après les considérations qui précèdent, qu'il n'est pas facile de rédiger maintenant un programme de l'Internationale Communiste. On se demandera s'il ne faut pas se contenter de rédiger des programmes pour les diverses sections nationales. On recherchera ensuite comment ils devront être rédigés et quelles revendications ils devront contenir.

Ce travail préparatoire devra être terminé rapidement, afin d'aborder le véritable travail, celui de la rédaction. Mais cela ne pourra être fait que si les divers partis formulent leur point de vue. Ils savent quelle est la situation chez eux. C'est pourquoi les diverses commissions du programme doivent immédiatement entrer en fonction, discuter, formuler leurs thèses et ouvrir des discussions publiques dans la presse. Ce n'est que grâce à ce travail collectif que le programme de l'Internationale pourra véritablement nous servir de guide dans nos combats futurs.

**L. RUDAS,**

*Secrétaire de la Commission du Programme.*

# La Question du Programme de l'Internationale Communiste

## (Remarques préliminaires)

Contrairement à ce que pensent certains imbéciles, les membres du Parti bolchevik ne subissent pas la règle du perinde ac cadaver ; ils discutent au contraire avec passion toutes les questions posées par le mouvement révolutionnaire. Au 4<sup>e</sup> Congrès mondial, Boukharine et Radek se trouvèrent momentanément en désaccord sur le point de savoir si le « programme de transition » devait trouver place dans le Programme général et théorique de l'Internationale : la délégation russe, après un copieux débat, donna tort à Boukharine, qui le prit de fort bonne humeur. Ces « remarques préliminaires » de Radek, écrites pour l'intimité du Congrès et non destinées à la publicité, aideront nos camarades à s'orienter dans la discussion.

A la première séance de la Commission du Programme, une discussion générale eut lieu sur la question de savoir si un programme de l'Internationale Communiste est possible et nécessaire, ainsi que sur les points qu'il devait contenir. J'ai essayé de présenter mon point de vue par des remarques introductives. Naturellement, elles ne pouvaient avoir la forme précise d'un exposé écrit. Les explications qui suivent sont plus exactes que ne peut l'être la parole, mais l'argumentation n'en est pas assez ample ni détaillée, défaut qui sera réparé par un article de l'*Internationale Communiste*. J'envoie ces remarques aux membres de la Commission du programme et aux camarades qui avaient demandé à la rédaction de l'*Internationale Communiste* de se prononcer au plus tôt dans ses colonnes sur cette question de la plus haute importance. Ces remarques ne sont pas destinées à la publicité, mais elles doivent accélérer et faciliter la discussion de la Commission du Programme en formulant nettement une nuance des conceptions.

### Un programme de l'Internationale est-il possible et nécessaire?

L'Internationale n'a point jusqu'à présent de programme écrit, c'est-à-dire de formule de ses conceptions générales des forces actives de l'évolution du capitalisme au communisme et de la voie que le Comintern (1) se propose de suivre ; elle a

(1) Comintern, c'est l'abréviation de *Internationale Communiste*, faite de la contraction des deux mots qui sont intervertis dans la plupart des langues. On emploie le mot Comintern en Russie, en Allemagne, dans presque toute l'Internationale communiste. Il est temps d'acclimater en France le vocable, qui est bien pratique et épargne de prononcer cinq syllabes.

cependant précisé son point de vue, le définissant clairement dans beaucoup de résolutions isolées. Il suffit de rappeler les thèses de Lénine au premier Congrès du Comintern, l'appel-programme du même Congrès, les thèses du deuxième sur le parlementarisme, sur les syndicats et le rôle du Parti, les thèses du 3<sup>e</sup> Congrès sur la tactique. Dans la mesure où il est donc question de la conception générale de l'évolution du capitalisme au Communisme, nous n'avons plus qu'à codifier, à réunir ; ce travail est nécessaire et doit être accompli. Il est d'ailleurs facile, car les questions relatives au caractère général de l'époque de la révolution sociale ne provoquent pas la moindre divergence dans nos rangs.

Mais on n'aura fait ainsi que le plus facile du travail. Tous les Partis Communistes se sont rendu compte, au cours de leur pratique, que les conceptions générales de l'époque ne suffisent guère ni dans leur agitation et leur propagande, ni dans leur action politique. L'époque de la révolution sociale sur l'échelle mondiale, époque qui durera vraisemblablement des dizaines d'années, ne permet pas, ne serait-ce que par sa durée, de se contenter des perspectives générales ; elle place les Partis Communistes devant un certain nombre de questions concrètes qu'ils avaient résolues jusqu'à présent d'une manière purement empirique ; telles sont les questions économiques et politiques comme, par exemple, l'attitude à l'égard de la défense de la démocratie bourgeoise, à l'égard de la politique économique et des impôts de la bourgeoisie, à l'égard de la politique mondiale du capitalisme. (Voyez les différends entre les Partis français et allemand sur la question des réparations, la question de la politique étrangère de la Russie Soviétique.) Sous toutes ces questions, il y a celle du caractère particulier de la phase actuelle du développement de la révolution mondiale, celle de savoir si nous devons lancer des revendications de transition qui ne concrétisent nullement la dictature du prolétariat, comme, par exemple, les revendications concrètes du programme de Spartacus, mais qui doivent mener la classe ouvrière à la lutte qui n'aura pour but direct la Dictature qu'après avoir été approfondie et généralisée. Pouvons-nous résoudre ces questions d'une manière générale valable pour tous les pays, ou cela est-il impossible en raison de la différence des conditions ?

Il n'y a pas le moindre doute que si le développement mondial suit une direction générale unique, permettant facilement de caractériser la voie générale du capitalisme au communisme, il se réalise cependant en des conditions toutes spéciales dans les diverses parties du monde. Les différents pays se trouvent à des degrés variés du développe-

ment de la révolution mondiale, ils placent les Partis Communistes devant des tâches diverses.

Autre est la situation des Partis Communistes en Amérique et en Angleterre, autre en Allemagne, en Italie, autre encore en France, dans les pays scandinaves, dans les pays balkaniques et autres, enfin, en Russie soviétique. *Il est clair qu'il est impossible d'établir dans tous leurs détails les mots d'ordre de combat pour tous ces pays, de se servir, dans toute situation, des mêmes revendications comme d'un levier pour la mobilisation de la classe ouvrière.* Mais, en principe, les questions qui se posent devant les Partis Communistes dans tous les pays, sont les mêmes. Ce sont celles de savoir :

1° Pouvons-nous lancer aux gouvernements bourgeois des revendications de transition qui ne correspondent pas du tout à ce que nous exigerions si nous tenions le pouvoir en nos mains ?

2° Quelle attitude devons-nous avoir à l'égard des questions du capitalisme d'Etat, qu'elles surgissent grâce aux tendances monopolisatrices des trusts capitalistes ou grâce à notre lutte défensive contre les nouveaux impôts (par exemple, le mot d'ordre de saisie de l'or en Allemagne) ou, enfin, grâce à notre lutte contre l'abaissement des salaires ? (Revendication du pool national dans les mines anglaises, en réponse à la tentative des rois du charbon de réduire les salaires selon le profit de chaque mine.)

3° Quelle doit être notre attitude devant l'offensive de la réaction ? Ici se pose la question de la coalition ; nous repoussons la coalition avec la grande bourgeoisie, mais la repoussons-nous aussi avec le paysan, qui lutte contre la bourgeoisie de la ville, comme par exemple en Bulgarie, quoiqu'il ne s'agisse nullement d'un paysan mi-prolétarisé ?

La question du front unique, c'est-à-dire, politiquement parlant, du bloc avec les Partis social-démocrates et les syndicats, ainsi que la question du gouvernement ouvrier, rentrent dans ce chapitre. On pourrait énumérer toute une série de questions analogues, par exemple la question militaire, extrêmement différente dans les divers pays ; toutes, elles soulèvent la question de savoir si, outre les revendications générales économiques de transition de capitalisme d'Etat et de contrôle de l'industrie par les organisations ouvrières, il convient d'établir aussi des *revendications politiques* correspondantes de transition telles que celle de gouvernement ouvrier.

On répond souvent que ce sont là des questions de *tactique et non de programme*. Nous n'acceptons pas cette réponse. Une séparation aussi tranchée des questions de tactique de celles de programme constituait jusqu'à présent une des caractéristiques de l'opportuniste, qui veillait volontiers à la « pureté » du programme pour se permettre toutes sortes de saloperies sur le terrain du travail pratique, rendant ainsi le programme illusoire et sans force.

L'attitude de la classe ouvrière à l'égard des autres classes ou celle de l'avant-garde du prolétariat, du Parti à l'égard de la classe ouvrière en général, voilà des questions de tactique. Si la tactique ne doit pas dégénérer en un empirisme plein

de contradictions, il faut la baser sur une conception claire de la *spécificité de la situation générale*, dans laquelle se trouve le Comintern dans la *période donnée entre la deuxième et la troisième vague de la révolution mondiale*.

Notre programme doit donc fournir au Comintern, dans son ensemble et à ses divers Partis, la possibilité de prendre sans hésitation une attitude conforme aux principes, c'est-à-dire aux intérêts généraux de la classe ouvrière dans les questions concrètes, qui se modifient, surgissant sous une forme toujours nouvelle.

Et il n'en sera ainsi que si, outre la caractéristique générale des tendances menant au communisme, on présente, après la caractéristique de notre premier grand but de la dictature du prolétariat et du régime des Soviets, un *tableau concret du développement de la révolution mondiale, des questions soulevées par elle*.

Dans ce tableau doivent être caractérisées les tendances contradictoires ; les types et les formes concrètes dans les divers pays ou groupes de pays ne doivent pas seulement être indiqués par leurs noms communs, il faut, au contraire, les décrire aussi dans leurs particularités. De la sorte, le terrain sur lequel surgissent les questions de transition serait clairement préparé et la méthode pour leur solution serait indiquée. Et, alors, il ne resterait plus, dans le programme, à prendre une attitude que sur les principales questions concrètes indiquées plus haut. Cela suffirait parfaitement pour donner aux Partis Communistes un fil d'Ariane leur permettant de trouver la sortie du labyrinthe des tendances contradictoires, des situations changeantes. Nous en venons ainsi à la réponse : ce n'est pas seulement la caractéristique des tendances générales menant du capitalisme au communisme qui est possible et nécessaire, mais aussi la caractéristique des voies particulières du développement et des questions spéciales devant lesquelles il place des Partis Communistes.

### Le contenu concret du programme de transition

Lorsqu'on aura non seulement décrit, mais aussi analysé le cours suivi jusqu'à présent par la révolution mondiale, il faudra encore établir les principaux mots d'ordre qui constituent, dans cette période de transition, comme les moyens de la mobilisation des masses ouvrières en vue de la lutte pour la dictature.

Ce sont, sur le terrain économique, les mots d'ordre de capitalisme d'Etat et de contrôle de la production ; sur le terrain politique, dans les pays agricoles, ceux de gouvernement de coalition avec les partis paysans d'opposition pour la victoire sur la bourgeoisie ; dans les pays industriels, ceux de gouvernement ouvrier, c'est-à-dire de coalition avec les Partis social-démocrates et les autres partis et organisations ouvriers.

Quant à la première question, je n'ai pas besoin de la traiter ici en détail ; je renvoie aux « *Thèses sur les questions d'impôts pendant l'époque du capitalisme consolidé et pendant celle de sa ruine* », que la commission composée des camarades Hec-

kert, Koritschoner, Skata Varga, Kuusinen et moi-même avait élaborées l'année dernière en automne. Ces thèses sont commentées dans l'article du camarade Varga sur les questions d'impôt, publié dans l'*Internationale Communiste*, ainsi que dans ma brochure, parue sous le pseudonyme « Bremer », sur l'écroulement de la bourgeoisie allemande et les questions les plus pressantes du Parti Communiste allemand, et réimprimée dans l'*Internationale Communiste*. Cette brochure analyse aussi le rapport de nos mots d'ordre économiques de transition avec les questions de gouvernement ouvrier.

Voici quelques remarques succinctes que je voudrais placer ici : la ruine industrielle, le chaos économique croissant s'accompagnent de la cartellisation continue de l'industrie dans tous les pays capitalistes. Cela met partout à l'ordre du jour la question : monopole capitaliste privé ou monopole d'Etat ? Le monopole d'Etat sous la domination de la bourgeoisie, c'est le capitalisme d'Etat. Il signifie, en période de stabilisation de la bourgeoisie, la consolidation de sa domination, mais en même temps l'extension du front de combat du prolétariat. A l'époque actuelle, où la domination de la bourgeoisie est sans cesse minée, à ses tendances de monopole privé correspondent simultanément les tendances à l'établissement du contrôle de l'industrie par la classe ouvrière. Si la révolution mondiale se développe avec lenteur, si la ruine de l'économie capitaliste se poursuit lentement, la lutte contre l'anarchie capitaliste, même dans les cadres du capitalisme deviendra pour le prolétariat une question vitale.

Il se renforcera par la défensive contre la charge des impôts et de ces deux sources jaillira la lutte pour la subordination de l'industrie à l'Etat et pour le contrôle de l'industrie par les organisations ouvrières. Dans les pays où l'industrie est peu développée, cette question acquiert une grande importance du point de vue des impôts et de l'influence sur les paysans.

Ces revendications économiques de transition amènent à la question du pouvoir d'Etat, car il n'y a pas de doute que la bourgeoisie prend dans la période d'après-guerre une attitude très énergique envers les tendances de capitalisme d'Etat. S'il n'est pas exclu en théorie, que sous la pression du mouvement ouvrier des gouvernements capitalistes ou social-démocrates bourgeois puissent être contraints de passer à la politique du capitalisme d'Etat, il est du moins très vraisemblable que les grandes luttes sociales qui se produisent autour de cette question mèneront dans bien des pays aux gouvernements de coalition ouvrière comme à une étape sur la voie vers la Dictature et le gouvernement des Soviets. Sans affirmer abstraitement que le développement en Occident doive nécessairement traverser partout cette étape des gouvernements ouvriers, nous avons toutefois beaucoup de raisons d'aiguiller la lutte sur cette voie, car elle nous facilite au plus haut degré la tactique du front général.

Dans ces cadres, il est aussi facile de résoudre les questions de l'attitude à l'égard de la république bourgeoise et de sa défense, ainsi qu'à l'égard de la force armée de l'Etat.

Alors que, dans les pays où la situation n'est pas encore révolutionnaire, où la tendance à transformer l'armée du service général obligatoire en une armée mercenaire prédomine dans la bourgeoisie, nous devons défendre le service militaire obligatoire pour tous, afin que les ouvriers puissent conserver les armes, il est clair, par contre, que nous devons partout, comme corollaire du gouvernement ouvrier, lancer le mot d'ordre de milice ouvrière.

Lorsque la période de transition actuelle est ainsi caractérisée, que les principales revendications de transition sont établies, le terrain est préparé pour les programmes concrets de transition de chaque Parti du Comintern pour qui le programme de ce dernier doit constituer comme une introduction obligatoire.

## Conclusions

Certains camarades objectent contre la conception ci-dessus exposée qu'elle pourrait bien être bientôt dépassée par les faits, c'est-à-dire par le cours plus rapide de la révolution mondiale. Un cours pareil rendrait immédiatement le programme suranné ; il ne faut donc pas chercher à gêner par le programme les sinuosités et les méandres du développement.

Ainsi, par exemple, le Parti Communiste russe a transformé ses mesures de communisme de guerre en un programme qui, au tournant historique actuel, ne formule plus nettement les buts immédiats du Parti.

Voici ce qu'on peut répondre à cela :

1° Dans sa pratique du communisme de guerre, le Parti Communiste de Russie avait besoin d'un fil directeur, et c'eût été un plus grand malheur de ne l'avoir pas eu dans la lutte que de l'avoir vu devenir suranné avec le temps. Que ce fil directeur ait porté le nom d'une résolution de tactique, cela ne change rien au fait qu'il était un programme du Parti. Mais cette comparaison, outre qu'elle n'est pas fondée, n'a aucun rapport avec les questions qui nous préoccupent ici. Le développement de la révolution mondiale peut prendre un cours plus rapide dans les temps prochains, mais seulement dans certains pays, notre programme ne doit pas le perdre de vue.

*La révolution mondiale ne saurait, elle, en aucun cas, triompher d'un seul coup.*

Ainsi donc, si lent ou si rapide que soit le cours du développement, nous avons besoin d'un programme de transition.

La tâche d'un programme consiste à tracer la démarcation entre les efforts d'un certain parti et ceux de tous les autres.

Nous nous distinguons de tous les Partis ouvriers non seulement par le mot d'ordre de la dictature et du régime des Soviets, mais aussi par nos revendications de transition. Alors que celles de tous les Partis social-démocrates doivent non seulement être réalisées sur le terrain du capitalisme, mais encore servir à la réformer, les nôtres servent à la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière pour la destruction du capitalisme.

C'est ce qu'il faut nettement exprimer dans notre programme de transition.

**Karl RADEK.**

# Comment doit être composé le Programme de l'Internationale

## La Question principale

La difficulté essentielle, dans la question du programme, réside en ceci : Comment est-il possible de préparer un plan général de stratégie qui soit applicable dans la lutte de tous les partis communistes, stratégie ayant non seulement une *valeur générale*, mais étant également *concrète*, c'est-à-dire ne se contentant pas de formuler les règles théoriques de la lutte de la classe ouvrière en *général*, mais une *stratégie concrète et positive* de la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, appropriée au stade actuel de l'histoire mondiale ?

Certains camarades nient la nécessité d'établir une stratégie de ce genre, ils repoussent du programme la question de stratégie comme une question « tactique » et la relèguent dans le champ du travail des sections particulières. Avec la plus grande assurance, on tire argument des rapports concrets, des brusques changements dans le développement même du combat, etc. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'un théoricien aussi excellent que le camarade Boukharine ici présent, se trouve parmi ces camarades. Pour moi, je n'hésite pas à prétendre que ceci ne serait rien moins qu'une *déclaration de faillite du marxisme*.

Aucune différence d'opinion ne se manifestant, en ce qui concerne le but, le fait d'invoquer « les différences de situations » et « les changements rapides qui s'y produisent » équivaut à dire ceci : « Nous ne sommes pas en mesure de nous représenter théoriquement l'époque historique actuelle, ni de la dominer théoriquement ». Reléguer ce problème dans le domaine de la tactique, c'est l'esquiver, ce n'est pas fournir un mot d'ordre.

Je voudrais ne donner prise à aucun mal entendu. Je ne prétends en aucune façon que le terrain soit prêt, dans tous les pays, pour l'emploi d'une stratégie concrète unique, mais qu'il doit être possible de diviser ce terrain en quelques grands groupes de pays, — ainsi que le camarade Zinoviev l'a indiqué dans le discours prononcé par lui au moment de la discussion — de tracer théoriquement les grandes lignes de développement particulières à chaque catégorie et d'indiquer — non pas d'une façon abstraite, mais concrètement — les différentes étapes de la lutte de classes.

*Ceci doit être fait d'une façon si concrète, si complète qu'aucun doute ne doit exister, dans aucun parti communiste, dans aucun pays et à aucun moment des dix prochaines années (environ), sur la question de savoir à quelle catégorie son pays appartient, et à quel point de son développement il en est momentanément.*

Cette base théorique étant acquise facilitera de beaucoup la préparation de la stratégie appropriée à chaque catégorie de pays et à chaque étape. Il reste aux programmes des sections particulières à établir : pourquoi leur pays appartient à telle ou telle catégorie, à quelle phase du développement il se trouve, ce qu'il y a de spécial dans les rapports de puissance des classes et quelles modifications le plan de stratégie générale doit, çà et là, subir. Enfin, il reste à définir pour des périodes très courtes — un à trois ans — un *programme d'action tout à fait concret*.

J'insisterai une fois de plus sur ceci : Nous pourrions préparer et concrétiser notre stratégie exactement dans la mesure où s'étendra notre conception théorique. Qui prétendrait avoir une claire vision théorique du développement des classes, les unes par rapport aux autres, sans pouvoir dire comment la lutte peut être menée une fois ces conditions connues, montrerait par là, non seulement qu'il n'est nullement un homme politique, mais qu'il ne veut pas prendre la responsabilité de ses conceptions théoriques, ne croyant pas lui-même à leur justesse.

Le succès ou l'insuccès du programme à établir comme moyen de combat du prolétariat dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique (et ce doit bien être en réalité un *moyen de combat* et non point une lecture destinée aux membres du Parti) dépendent entièrement de l'exactitude de l'analyse théorique qui sera faite de la situation mondiale actuelle.

### L'établissement du programme

Ce point de vue essentiel commande la construction totale d'un programme de l'I. C. On peut en général faire les remarques ci-après.

Le programme doit offrir au prolétariat révolutionnaire un tableau complet de la situation économique-politique mondiale dans son développement historique. Il doit succinctement, mais clairement, impliquer qu'on doit compter sur la venue au Parti communiste des grandes masses prolétariennes qui n'ont pas encore conscience de la situation politique.

La composition du programme doit être *historique* et suivre à peu près la méthode suivante :

I. *L'époque pré-capitaliste*. — Les classes des sociétés pré-capitalistes : esclaves, serfs, sujets, etc. — Rapide et courte esquisse analogue à celle du *Manifeste Communiste*. Insister sur :

1° Le fait permanent de l'exploitation à travers les organisations différentes ;

2° Le rôle de la puissance de classe et du monopole de l'armement réservé à la classe dirigeante permettant et protégeant ainsi l'exploitation ;

3° Le monopole de l'éducation réservé à la classe dirigeante permettant la propagation exclusive de sa propre idéologie ;

4° Le rôle de l'Etat comme organe de la puissance de la classe dirigeante.

II. *L'époque de consolidation du capitalisme.*

— 1° *Le capitalisme basé sur la concurrence libre* (cet exposé ne comporte aucune difficulté, des analyses de Marx et d'Engels s'y rapportant). *Le rôle de l'Etat* et de son appareil (Lénine, *L'Etat et la Révolution*) et le fait de l'amélioration réelle de la vie de la classe ouvrière ;

2° Le capitalisme « organisé » environ vingt ans avant la guerre. Ceci doit être un peu plus détaillé.

La concentration technique des usines atteint son extrême limite ; concentration dans les sens horizontal et vertical, ainsi que l'étatisation (*Trusts d'Etat*, Boukharine).

Concentration aiguë de la fortune, et surtout du pouvoir économique entre les mains d'un très petit groupe de capitalistes dirigeants. L'antagonisme entre la grosse propriété foncière et le capital s'affaiblit. « L'organisation du capital permet de rejeter le fardeau des crises sur le prolétariat. Le niveau de la vie de l'ouvrier reste stationnaire (Kautsky, *Le Chemin du Pouvoir, Nouvelles enquêtes américaines*). La méthode du crédit et celles des petites actions permettent à des cercles plus éloignés de recevoir des miettes de la plus-value et de pénétrer à la consolidation du capitalisme. Infériorisation des colonies. Rôle de l'aristocratie ouvrière dans le pouvoir colonial. Croyance à la stabilité absolue du capitalisme parmi les masses prolétariennes. Impérialisme. Groupement concret des pays. La guerre mondiale, conséquence inévitable des conflits d'intérêts entre les puissances impérialistes. Caractérisation rapide de la guerre économique et des conséquences de la guerre.

III. *L'époque de l'ébranlement du capitalisme et du passage à la dictature du prolétariat.* — Ainsi que nous l'avons déjà dit, le succès ou l'insuccès du programme dépendent absolument de la façon dont sera faite l'analyse théorique de cette époque. Il est donc absolument nécessaire que les meilleurs cerveaux de l'I. C. participent de toutes leurs forces à ce travail.

Quelques essais existent sur ce sujet, mais à mon avis ils sont insuffisants. Le livre de Boukharine sur *l'Economique de la période transitoire* est une contribution importante. Mais il donne seulement une vision abstraite de la « décadence du capitalisme ». Or, nous avons besoin d'une représentation concrète et d'une définition théorique des tendances actuelles. Pour nous, l'essentiel n'est pas : « Comment le capitalisme tombe en ruines ? » Mais « la destruction du capitalisme se produit-elle dans un laps de temps assez court

pour qu'on puisse lui opposer un programme ? » La destruction s'opère-t-elle d'une façon continue ou bien les tendances aux prises seront-elles assez puissantes pour permettre à une reconstruction momentanée du capitalisme de se produire ? Quel rôle assume le prolétariat lui-même dans ce processus de destruction et de quelle manière, au moyen de quelle stratégie, le facteur prolétariat y contribuera-t-il ?

L'analyse de Boukharine ne peut en aucun cas servir de réponse à cette question précise.

J'ai moi-même essayé dans mes *Problèmes économiques et politiques* de rassembler les effets et les causes de la crise du capitalisme. Il n'y a pas mal de choses justes dans ce livre — du moins je le crois. Mais dans son ensemble, cette analyse n'est pas exacte parce qu'elle généralise à l'échelle mondiale les effets existant dans l'Europe Centrale vaincue et en faillite.

Il y a, dans les différents manifestes ou thèses du III<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. un grand nombre de choses de valeur. Mais il y manque en général la base d'un programme et ces thèses souffrent du fait qu'elles sont trop immédiates, destinées à la *période trop courte* qui va d'un Congrès à un autre, et trop *découpée*.

Ce même défaut se fait sentir aussi dans mon essai : *Crise de l'économie du monde capitaliste* où j'ai rassemblé les tendances générales du développement économique dans les trois années qui ont suivi la guerre. En résumé, s'il est vrai que de nombreux travaux préparatoires ont été faits, le travail fondamental est encore à faire.

Je voudrais maintenant essayer de faire, sans aucune prétention au définitif ni au complet, une courte esquisse des tendances les plus importantes :

1° L'époque actuelle peut avant tout, envisagée sur le plan mondial, être caractérisée par l'instabilité. Cette instabilité se manifeste :

*Economiquement*, par l'absence d'une monnaie mondiale, par les oscillations du marché d'échange, par la disproportion des prix et les différentes conjonctures ; *politiquement* par la coexistence de systèmes sociaux d'un caractère contradictoire (Etat soviétique, Etat capitaliste), par les crises ininterrompues dans la politique extérieure (guerres, menaces de guerre) des pays capitalistes, par les perpétuelles crises gouvernementales et les changements rapides à l'intérieur des partis aussi bien bourgeois que prolétariens ; *socialement* par l'incertitude de l'existence individuelle, par les rapides enrichissements et appauvrissements, par les chômages, par la pénurie de main-d'œuvre, par les luttes pour les salaires, etc. ;

2° *Intensification des conflits de classe.* — La conscience des classes révolutionnaires du prolétariat se développe. De grandes masses du prolétariat ne croient plus que la classe dirigeante soit inébranlable. Cette tendance s'affermie ou s'affaiblit, selon que la Russie

des Soviets est ou non victorieuse dans les domaines militaire, économique ou diplomatique. Exaspération de l'antagonisme entre la ville et la campagne, entre les paysans et la bourgeoisie. Les masses paysannes forment leurs partis propres ; dans certains pays, elles conquièrent même de l'influence sur les gouvernements. L'Etat et l'appareil d'Etat n'apparaissent plus suffisamment puissants à la classe dirigeante. Partout se forment des organisations défensives de classe.

La base économique de formation de ces groupes antagonistes est de chaque côté la *diminution de la production sur le plan mondial*.

En conséquence, le revenu commun diminuant, la lutte entre les classes s'intensifie pour le partage du dividende social annuel. Ce sont les conséquences de la guerre qui amènent cette diminution de la production : amoindrissement des moyens de production, perte par millions de forces ouvrières, abaissement de la capacité de travail des ouvriers. Ceci, d'ailleurs, est à la fois une cause et une conséquence ; une mauvaise nourriture les rend incapables de produire autant qu'auparavant.

La diminution de la production ne se répartit pas d'égale façon sur tous les pays de la terre. Certains pays ont vu depuis la guerre s'accroître leur appareil de production et leur capacité de production (Etats-Unis). La chute des autres pays en est d'autant plus grande (Allemagne). Mais tous sont soumis à la crise ; partout une énorme instabilité se manifeste de différente façon dans les rapports sociaux, ceci justifie la nécessité d'une rapide classification des pays.

Si nous voulons (ce qui est indispensable), entrer plus avant dans les détails, il faut que les pays du monde soient groupés entre eux, et d'après la réponse aux deux questions suivantes : De quelle façon, le capitalisme existait-il économiquement et dans quelle mesure l'appareil d'Etat est-il intact ou non ?

1° *Catégorie d'Etats capitalistes ayant leur appareil de production et de circulation intact :*

a) Ceux qui possèdent dans leurs propres pays ou dans des territoires placés sous leur domination une base agricole suffisante et les matières premières suffisantes, ceux qui se « suffisent à eux-mêmes », ce qui leur permet d'envisager, indépendants du sort de l'Europe, une vie plus longue en régime capitaliste (Etats-Unis, Canada, Australie, Afrique du Sud, Japon, Amérique du Sud) (1) ;

b) Ceux qui ne possèdent pas de base agricole ni de matières premières suffisantes et sont, par conséquent, liés au sort du reste du monde (l'Angleterre et les pays neutres d'Europe).

2° *Groupe d'Etats capitalistes avec appareil de production et de circulation très amoindri :*

a) Pays vainqueurs qui à la suite de la guerre n'ont pas fait de révolution politique

et où l'appareil d'Etat est encore à peu près intact (France, Belgique, Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne). Il n'est pas déterminé si l'Italie appartient à ce groupe ou au groupe b, car elle a affaibli son appareil d'Etat ;

b) Pays vaincus où la révolution politique s'est produite et où le pouvoir d'Etat est très faible. (Autriche, Allemagne, Bulgarie, Grèce et Turquie d'Europe également) ;

c) Pays où la dictature du prolétariat a été interrompue (Hongrie, Bavière).

3° *Territoires dominés par l'exploitation étrangère (Colonies) :*

Indes (anglaises, françaises, hollandaises), Chine, Afrique, etc. (1).

4° *Groupe des Etats soviétiques :*

Il convient encore d'examiner quelles formes l'instabilité prend dans les groupes de pays où des efforts politico-économiques existent pour ramener la stabilité économique et sociale dans chaque pays du groupe. *Economiquement :* Tendances de l'autocratie, émigration des capitaux. *Socialement :* Armement de classe, formation d'une aristocratie ouvrière et protection du capitalisme par les syndicats et la bureaucratie des partis. *Politiquement :* Tentative de la puissance impérialiste pour former une organisation mondiale pour la protection de tout le capitalisme (Société des Nations), armements des empires impérialistes en vue de nouvelles guerres.

Ensuite, analyse précise de l'acuité des conflits au sein de la classe bourgeoise (lutes entre agrariens et capitalistes, paysans et citadins, etc.).

Finalement, analyse de la situation dans les Etats soviétiques. Influence de la situation de la Russie soviétique sur la situation mondiale d'une part, influence de l'isolement sur la situation de la Russie des Soviets, de l'autre.

La préparation de la stratégie de la conquête du pouvoir pour les pays-types des catégories de pays différents représente tout un cycle de travaux que je ne tiens pas à assumer. Des camarades plus compétents que moi s'y emploieront.

D'autre part, c'est en ce qui concerne les tâches qui suivront la conquête du pouvoir, à mon avis, que commencent les premières difficultés : les problèmes politiques et économiques qui se présenteront au début de la dictature devront être étudiés par des camarades de confiance ; ainsi, par exemple, le sabotage des intellectuels, les manquements à la discipline dans le prolétariat, l'opposition paysanne, la nécessité d'affecter les meilleurs forces à la protection de la dictature. Il faut bien insister sur le fait que toutes les difficultés seront d'autant mieux aplanies qu'un plus grand nombre de pays seront passés du capitalisme à la dictature.

La conclusion doit, peut-être, fournir une courte vision de l'ordre communiste.

E. VARGA.

(1) Ce sont les premiers de ces pays qui correspondent le plus purement au type que nous voulons caractériser.

(1) La Turquie d'Ankara qui a combattu pour son indépendance et le Portugal devraient être spécialement mentionnés.

# Projet de la partie théorique du Programme de l'Internationale

(Epoque de l'après-guerre)

1. La guerre mondiale a préparé la phase actuelle de la désagrégation du capitalisme. Mais elle n'est nullement une contingence malfaisante qui aurait dévoilé une société capitaliste restée solide jusqu'alors et amené la situation révolutionnaire présente ; au contraire, elle est une forme de la contradiction de plus en plus vive entre les forces productives et le régime économique, qui devient un obstacle au développement de ces forces. Ce régime est celui de la propriété et de l'appropriation capitaliste. La guerre mondiale est inévitablement destinée à se répéter périodiquement si la révolution sociale ne liquide pas auparavant le capitalisme.

Mais la guerre mondiale n'a nullement rétabli l'harmonie entre les forces productives, malgré l'effroyable destruction qu'elle a faite des moyens de production et de la force humaine de travail. Au contraire, la guerre a engendré le chaos économique et a ouvert ainsi l'époque révolutionnaire actuelle de transition entre le capitalisme et la dictature. Le capitalisme est incapable de subjuguier à nouveau les forces du prolétariat déchaînées par la guerre, il ne peut pas créer, sur la base capitaliste, une nouvelle période de production normale.

2. La destruction des forces productives par la guerre mondiale ne s'est pas produite d'une manière uniforme. Tandis que l'Europe centrale et orientale était plongée dans la misère jusqu'à la famine, l'appareil matériel de la production en Angleterre et hors d'Europe prenait une extension colossale. Le centre de gravité du capitalisme s'est déplacé vers l'Amérique ; le capitalisme mondial, qui était jusque-là concentré tout entier en Europe occidentale, ayant atteint un haut degré de production, se partage maintenant en deux régions séparées par un abîme : la région de la *sous-production* comprend l'Europe centrale et orientale ; la région de la *surproduction* comprend les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon et les pays neutres. Le symptôme le plus visible de ce déclin est la baisse foudroyante du change dans les pays de la première région. Le marché mondial, basé sur l'échange des marchandises, unifié par la valeur mondiale unique de l'or, se désagrège en deux parties de caractère économique et social entièrement différent.

3. La désagrégation du marché mondial a pour conséquence une crise économique constante et générale, mais qui a, dans chaque région, un aspect différent. Tandis qu'aux époques précédentes du capitalisme, les crises de surproduction partaient du centre industriel s'étendaient et allaient

s'affaiblissant sous la forme d'ondes, on observe actuellement, exception faite d'oscillations passagères, une tendance vers une crise de *sous-production continue dans les régions de sous-production*, causée par le manque de moyens de production.

Et dans les *régions de surproduction*, une tendance vers une *crise continue de surproduction*, causée par le manque de capacité d'achat de ces régions, on remarque une tendance vers une *crise agricole et industrielle dans les colonies*, qui ne peuvent plus apporter leurs matières premières sur les marchés et dont l'industrie née pendant la guerre ne peut que difficilement tenir tête à l'assaut que lui livrent les pays industriels anciens. Cette tendance continue vers la crise est rendue encore plus intense par le fait que les pays de l'Entente essayent de récupérer sur l'Europe centrale les pertes qu'ils ont subies.

4. Cette situation de crise chaotique où se trouve le marché mondial a pour conséquence une baisse de production générale qui commence pendant la guerre et persiste jusqu'à ce jour. Dans les régions de sous-production, le manque de capital et de moyens de production matériels amène, d'une part, une disette de nourriture pour les classes laborieuses et, d'autre part, une baisse de la capacité du travail individuel et de la production totale. Dans les régions où l'appareil de la production a une grande extension, une grande partie des installations destinées à la production s'arrêtent ; des millions d'ouvriers restent pendant longtemps sans travail, parce que le monde en désagrégation n'offre pas de débouchés à leurs produits. L'absence d'une échelle de valeur constante fait que le montant du bénéfice obtenu dans le processus de la production dépend de la spéculation sur le change. La partie du capital qui ne s'est pas encore constituée en trust se retire de la production et devient surtout du capital commercial et spéculatif. La baisse continue du change dans les régions de sous-production détruit le crédit, enlève toute signification à l'épargne. Toutes ces causes font que la production décline. Le lien qui existe entre l'industrie et l'agriculture faiblit. La production agricole diminue dans les régions de sous-production par manque de moyens de production (engrais chimiques, etc.) et aussi parce que les prix extraordinairement élevés permettent au paysan de satisfaire tous ses besoins, même en produisant beaucoup moins qu'auparavant ; dans les régions de surproduction, parce que les produits ne trouvent pas d'acheteurs à des prix rémunérateurs et que, souvent, il est plus avantageux

d'employer les céréales comme combustible que de les vendre. Etant donné l'augmentation extraordinaire du nombre de fonctionnaires et de l'armée dans le monde entier, malgré toutes les phrases creuses des pacifistes, les possibilités de production diminuent, ce qui entraîne une nouvelle baisse de celle-ci.

5. Le capital apparaît impuissant en présence de ce déclin universel de l'économie capitaliste. Les capitalistes des régions de sous-production cherchent leur salut en transférant leur propriété dans les pays neutres, provisoirement moins menacés socialement. Le capital des pays de sur-production oscille continuellement entre deux méthodes dont aucune ne conduit au but. D'après la première, il faudrait abandonner l'Europe centrale et orientale à son malheureux sort, livrer entièrement le marché intérieur à l'exploitation illimitée du capital national en introduisant des taxes douanières très élevées ; créer les nouveaux débouchés indispensables à l'existence du capitalisme en favorisant le développement des colonies, de la Chine et de l'Amérique du Sud. D'après la seconde, il faudrait rétablir la région de sous-production en lui accordant d'énormes crédits et en ouvrant les frontières à ses produits. La première voie conduit inévitablement à la révolution sociale, à la dictature du prolétariat sur tout le continent européen ; elle accorde tout au plus un bref répit aux pays dont la base agraire est insuffisamment développée (Etats-Unis, colonies anglaises, Amérique du Sud). La seconde voie conduit, d'une part, à la reconstitution de l'Allemagne, concurrent le plus redouté sur le marché mondial, en renouvelant ainsi la situation d'avant-guerre. Mais la reconstitution de l'Allemagne n'est possible qu'après un rétablissement économique rapide de la Russie, fournisseur des matières premières indispensables à l'Allemagne. Or, le renforcement économique de la Russie des Soviets entraînera de nouveau le prolétariat de tous les pays à la révolution sociale. Donc, ni l'une ni l'autre de ces voies ne mène au but auquel aspirent la bourgeoisie et les social-démocrates : la reconstitution d'un capitalisme « normal ».

6. La lutte pour s'emparer des richesses continue d'une manière intense dans les divers pays pris isolément, comme dans le monde entier. La concentration de la propriété et de la puissance économique entre quelques mains progresse rapidement pendant la guerre et l'après-guerre. Dans les régions de sous-production, une grande partie de la population tombe au niveau du prolétariat. Ce sont des rentiers dont le revenu fixe décroît au fur et à mesure de la baisse du change ; ce sont des artisans qui sont dans l'impossibilité de se procurer les moyens nécessaires à la marche de leur petite entreprise, à cause de la hausse inouïe des prix ; ce sont tous les fonctionnaires dont les appointements se trouvent ramenés, par la baisse du change, au niveau des salaires du prolétariat, ce qui fraye la voie à un déclassement général. Les paysans forment partout une classe possédant un capital amassé dans les domaines où ils détiennent le monopole. Il se produit une différenciation au sein de la classe paysanne : les gros paysans s'enrichissent, mais, à côté d'eux, en contraste frappant, on voit les petits paysans que la cherté de

vie réduit à vivre de ce qu'ils gagnent par leur travail. Le niveau de vie de la classe moyenne ancienne ou de formation récente baisse. La crise permanente du parlementarisme et des gouvernements bourgeois est un signe très caractéristique de la lutte de classes et de la désagrégation de la société capitaliste. Il n'existe, dans aucun pays, de parti gouvernemental parlementaire stable. Les groupements de partis se modifiant rapidement, une suite ininterrompue de changements de gouvernement caractérise cette crise de la société capitaliste.

7. Mais la lutte finale se passera entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le capital cherche à résoudre la crise en intensifiant l'exploitation du prolétariat. Toutes les méthodes sont bonnes. La conquête de la période révolutionnaire d'après la démobilisation : la journée de huit heures, doit être abolie, les heures supplémentaires doivent être augmentées. En même temps, le Capital exige un rendement plus élevé. Finalement, le temps nécessaire à la production sera diminué en faisant descendre les salaires bien au-dessous du niveau d'avant-guerre.

8. Mais le prolétariat se défend avec une décision toute révolutionnaire. En vain, trahisseurs, chefs de syndicats et social-patriotes tentent de forcer le prolétariat à se soumettre pacifiquement à une exploitation redoublée, afin de permettre au Capital de continuer à exister. Pendant les longues années de la guerre et au cours de la période révolutionnaire actuelle, le prolétariat a fait de grands progrès au point de vue de la conscience de classe. Il s'est familiarisé avec l'emploi des armes. Il préfère combattre les armées à la main plutôt que de se soumettre à la dictature du Capital. La croyance que la société capitaliste est inébranlable a disparu dans une grande partie du prolétariat. L'exemple de la Russie des Soviets, où le pouvoir prolétarien tient ferme depuis cinq ans, donne du courage et de la résolution aux pionniers révolutionnaires. C'est ainsi que nous voyons le prolétariat opposer une résistance opiniâtre à la tentative du capitalisme pour triompher de la crise à son détriment. Des grèves extraordinairement longues, se répétant à brefs intervalles, empêchent la production. Des grèves politiques et des insurrections armées ébranlent son fonctionnement. Dans beaucoup de pays, la guerre civile est un fait acquis. Le Capital ne peut plus confier le soin de le protéger à la puissance d'un Etat planant au-dessus des classes : il est obligé de recruter lui-même ses troupes à lui. Une fraction de plus en plus considérable de son bénéfice sert à payer les frais de sa domination.

9. Mais si le Capital réussissait, même en employant les armes, à abattre provisoirement le prolétariat, ce ne serait pas là une issue lui permettant de sortir de la crise. Le prolétariat de la région de sous-production est tellement affaibli, tellement affamé, qu'il n'est plus capable de donner de manière continue une plus grande quantité de travail, si son niveau de vie vient encore à baisser. L'exemple de la Hongrie le prouve. La contre-révolution triomphante, malgré la suppression complète de tout mouvement ouvrier, a montré qu'elle était incapable de s'opposer au dépérissement économique du pays. Dans les pays de sur-production,

une baisse générale du niveau de vie du prolétariat, l'augmentation de la durée du travail, étant donné l'incapacité du marché mondial, le surplus de production, amèneraient une intensification de la crise de surproduction, une extension catastrophique du chômage. Ce qui paraît être une solution pour certains capitalistes accélérerait, en réalité, l'écroulement du système en entier.

10. Le capitalisme des quatre grandes puissances qui ont survécu à la guerre : Etats-Unis, Angleterre, France, Japon, cherche à triompher de la crise en faisant de tout le reste du monde sa colonie. Toute l'Europe à l'est du Reich jusqu'à la frontière de la Russie des Soviets n'est plus qu'une colonie économique, réduite en esclavage de fait. Il est vrai que les petits pays restés neutres pendant la guerre ont gardé l'illusion de leur indépendance politique, mais, économiquement, ils sont à la remorque des puissances impérialistes (la Belgique de la France, et la Hollande de l'Angleterre). Tous les autres sont devenus tributaires ou passent rapidement entre les mains du capital français et anglais. Leur politique économique est dictée par ce capital. Tandis que l'Allemagne, le seul ennemi de force égale, a été désarmée, les autres pays sont épuisés par les armements dus à l'opposition des intérêts du capital français et anglais. Malgré la Société des Nations, la Ligue de la Paix, la Conférence de Washington et le désarmement de l'Allemagne, la bourgeoisie consomme pour ses dépenses militaires une plus grande partie encore de la richesse sociale qu'avant la guerre. Armés jusqu'aux dents, les Quatre prétendent à l'hégémonie mondiale, s'opposent l'un à l'autre. Leur politique oscille entre des assurances d'alliance fidèle et des menaces de guerre à peine dissimulées. On se dispute le moindre coin de terre non encore définitivement inscrit en la possession d'une des puissances mondiales. Chacun essaye d'avoir le monopole de la plus grande partie possible du marché mondial. Sans cesse se prépare une nouvelle guerre mondiale.

11. La lutte pour la libération des peuples coloniaux prend toujours des formes plus aiguës. Les colonies anglaises se libèrent pacifiquement de la domination de la métropole. Les peuples coloniaux, entraînés dans la guerre mondiale, ont appris à connaître la raison de l'hégémonie des peuples de race blanche, à savoir la supériorité de leur technique militaire. La croyance que le joug étranger des blancs est inébranlable disparaît. Au cours d'une lutte qui s'étend de plus en plus, les peuples coloniaux s'efforcent de se débarrasser de leurs oppresseurs. Et, par là, la base de l'hégémonie économique des grandes puissances impérialistes se trouve minée.

12. Pendant que l'antagonisme entre les forces productives et le régime capitaliste devient de plus en plus aigu, l'économie de la Russie des Soviets, bâtie sur de nouveaux fondements, se consolide. Ce processus est lent et désavantageusement influencé par la crise dans laquelle se débat le monde capitaliste. Malgré cela, l'évolution est telle que, dans la ligne ascendante, la Russie dépassera, dans un délai qui n'est pas très éloigné, les pays capitalistes en décadence qui l'entourent. Une fois

que l'évolution sera arrivée à ce point, la lutte pour la modification du régime de production dans les pays environnants recevra une nouvelle et forte impulsion.

#### LE PARTI COMMUNISTE BULGARE.

### Un Livre de Trotsky.

# “ 1905 ”

*Quand bien même Trotsky ne serait pas l'homme d'Octobre 1917, l'organisateur de l'Armée Rouge et de la victoire des Soviets sur les agresseurs de la Révolution, il garderait encore une place éminente dans les annales de la Russie émancipée.*

*Le livre que l'Humanité va bientôt mettre en circulation nous révèle la véritable importance de ces événements de 1905 qu'on oublie trop facilement quand on a vu la guerre et ce qui s'ensuivit. Il est certain que toutes les forces d'où jaillit la Révolution de 1917 s'agrégèrent et se coordonnèrent en cette première phase révolutionnaire. Les idées décisives furent soumises pour la première fois, à la seule épreuve qui vaille : celle de l'histoire.*

*En 1905, le prolétariat prend conscience de lui-même ; il mesure ses forces dans l'action, il essaie les méthodes qui doivent lui assurer le succès ; il souffre, il connaît mieux ses ennemis, déclarés ou déguisés.*

*Parmi les militants de cette époque déjà lointaine, Trotsky est au premier rang. Il ne songe nullement à s'en vanter dans son livre. Mais son devoir d'historien le contraint à dire : « J'étais là. Je déclarai ceci... »*

*Ainsi, 1905 est le livre d'un témoin autant que d'un juge.*

*Particularité remarquable : cet ouvrage, composé à diverses époques et en divers lieux (en Sibérie, par exemple, puis en Allemagne), formé d'articles plutôt que de chapitres, présente une unité parfaite.*

*Telle relation, vive, pittoresque, de grève ou de bataille, venant à la suite d'un exposé d'ordre économique et précédant une discussion serrée sur les méthodes de la social-démocratie, ne semble ni interrompre la théorie, ni s'achever en raisonnement ; les idées deviennent des faits et les faits ont valeur d'idées. Le livre se lit sans peine, non certes « comme un roman » (selon la formule en usage), mais comme la chronique naïvement profonde des efforts, des luttes, des espoirs et des réalisations d'un grand peuple, fécond en idées neuves, généreux dispensateur de son sang pour la régénération du monde.*

**PARIJANINE.**

La Librairie de l'Humanité vendra ce volume 15 fr. : elle s'impose pourtant le sacrifice de réduire à 12 fr. le prix de l'ouvrage retenu en souscription.

Il est donc dans votre intérêt de le demander dès à présent, 142, rue Montmartre, Paris.

# Le Front unique au Congrès de Leipzig

La situation dans laquelle se réunit à Leipzig le Congrès du Parti Communiste allemand était caractérisée par les faits suivants : occupation militaire du bassin de la Ruhr, hausse fouguese du dollar jusqu'à 40 et même 50 mille marks, augmentation rapide et atteignant parfois jusqu'à 30 0/0 en un seul jour de tous les articles de première nécessité du prolétariat, tentative d'un coup de force par le fascisme de Bavière, renversement du gouvernement social-démocrate en Saxe et nouvelle accentuation de la répression contre le parti et la presse communistes par certains gouvernements régionaux.

Par conséquent, le Congrès national se réunit au moment d'une crise politique et économique s'aggravant rapidement et d'antagonismes de classe s'accroissant du jour au lendemain. Le Parti venait de réussir à s'opposer avec succès à la vague nationaliste que la bourgeoisie allemande, la social-démocratie et les dirigeants syndicaux réformistes avaient su susciter à l'occasion de l'occupation. Au sein de la social-démocratie elle-même, dans sa presse, dans ses fractions parlementaires, dans les comités directeurs des syndicats et les sections et unions syndicales s'était formée une opposition active sous la pression des masses affamées qui n'avaient pas encore oublié les leçons sanglantes de la guerre internationale. Cette opposition est une opposition social-démocrate dirigée par d'anciens indépendants tels que Robert Dissmann et Toni Sender ou par des communistes renégats comme Paul Lévi. Ce fait même nous révèle qu'il s'agit plutôt d'une opposition verbale, d'une opposition de la faiblesse, de la phrase pacifiste, des compromis véreux. Toutefois cette opposition est en même temps un symptôme du réveil des masses, c'est une opposition d'en bas contre les sommets, de la base prolétarienne contre la direction petite-bourgeoise.

De ce fait résultait pour le K.P.D. une tâche toute particulière : rallier et organiser les masses pour des luttes de défense tout en accélérant le détachement de ces masses de leur direction réformiste, coordonner la critique la plus intransigeante des pusillanimités de l'opposition social-démocrate à l'appui le plus dévoué et loyal des travailleurs social-démocrates se rebellant contre leurs chefs et ne pas se contenter de proclamer le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, mais aussi de montrer la ferme volonté de le réaliser.

Ainsi le problème tactique du front unique se présentait au Parti Communiste sous forme nouvelle et particulièrement compliquée. Le Parti se trouvait en face de l'alternative de se décider ou d'appliquer la tactique du front unique sans hésitations aucunes et jusque dans ses dernières conséquences ou de s'aventurer dans cette voie seulement avec mille scrupules,

et avec toutes sortes de précautions mesquines comme l'exigeait la soi-disant opposition de gauche. Nul ne méconnaissait que le premier chemin présentait de graves dangers, qu'il présupposait beaucoup de clarté de but, de fermeté de direction, d'activité indépendante et de discipline consciente dans les masses du Parti. Il exigeait en outre une auto-critique constante et rigide. Et le Parti n'était-il pas encore trop jeune, trop peu consolidé et discipliné pour une pareille tâche ?

Cependant l'autre chemin que proposait l'opposition conduisait en pratique non à la création, mais à l'empêchement du front unique. Il ramenait le Parti au niveau de la simple agitation et propagande et cela à un moment où l'ensemble de la situation exigeait impérieusement l'action communiste et où la force d'organisation et l'influence politique du Parti permettaient une action active de sa part.

Sans doute l'opposition demande également l'action. Mais elle recule devant une action commune avec les autres partis et organisations prolétariens. Elle paraît être extrêmement intransigeante, lorsqu'elle énonce dans ses thèses sur le front unique et le gouvernement ouvrier :

« Pour ces motifs, les communistes doivent non seulement propager, mais encore organiser vigoureusement des luttes du prolétariat pour ces buts, ils doivent partout où cela est possible et nécessaire déclencher de pareilles luttes et y conduire à eux seuls les masses prolétariennes ».

L'opposition se refuse à voir qu'à cette heure le problème du moment ne signifie pas encore en Allemagne l'organisation et la direction indépendantes de luttes de masses par le Parti Communiste, mais seulement la mobilisation de cette majorité prépondérante de la classe ouvrière qui reste encore attachée aux organisations et à l'idéologie de la direction réformiste.

Le détachement des masses de leur direction petite-bourgeoise se trouve seulement à ses premiers débuts. Il importe encore que les masses fassent à leurs dépens l'expérience que, quoique capable de contraindre leurs chefs réformistes à la lutte, elles seront trahies par eux au beau milieu de la bataille. L'opposition part de l'étape supérieure du front unique prolétarien, du ralliement des masses sous la direction communiste même avant d'avoir accompli la première tâche consistant à ébranler la confiance des masses dans la direction réformiste. Et cette confiance ne saurait être ébranlée par la seule propagande et agitation, ni par les seules négociations avec les sommets, qu'on entreprend seulement dans le but de les « démasquer », négociations rompues ensuite aussitôt sous toutes sortes de protestations criardes. Il est du devoir du Parti Communiste de bien fixer dans ces circonstances,

franchement et honnêtement, la volonté d'entrer dans la lutte non seulement avec les ouvriers social-démocrates, mais aussi avec leurs chefs bien qu'il sache ou plutôt justement parce qu'il sait que ces mêmes chefs failliront pendant la bataille et qu'ils commettront mille trahisons. Ce n'est que dans la bataille elle-même que ces chefs se montreront tels quels.

Or, au Congrès de Leipzig, les antagonismes dans les conceptions sur le front unique, c'est-à-dire les antagonismes dans la *mentalité fondamentale* en face des tâches présentes du Parti, surgirent avec une violence inouïe. Et il le fallut même. Car à moins que le K.P.D. désirât remplir en ce moment sa tâche historique, il était de rigueur qu'il tirât impitoyablement au grand jour les vestiges encore enfermés dans son sein de l'esprit du K.A.P.D., les maladies infantiles qu'il croyait déjà surmontées, qu'il formulât sans équivoque les différends existants et qu'il démasquât nettement sa ligne politique en face de toutes les tentatives opportunistes ou pseudo radicales.

L'action combinée contre Poincaré et Cuno, c'est-à-dire la lutte simultanée contre la bourgeoisie allemande et l'impérialisme français, la résistance contre le péril fasciste qui se développe très rapidement, c'est-à-dire la nécessité de la création immédiate d'organisations prolétariennes de défense, la lutte contre la vie chère et l'usure qui ne cessent de s'aggraver, c'est-à-dire la tâche de mobiliser aussi de larges couches de petits employés, fonctionnaires, artisans, paysans, rentiers et ménagères dans les comités de contrôle ; la lutte contre l'aviilissement systématique du salaire réel, contre l'égoïsme des droits des conseils d'usines et du droit à la grève, contre la légalisation de la journée de 9, 10 et 11 heures, c'est-à-dire le groupement de tous les éléments prêts à combattre dans les syndicats ; toutes ces tâches ne permettent plus d'oscillations, d'incertitudes ni d'entraves secrètes ou latentes au sein du Parti. Pourvu que le Congrès de Leipzig fût résolu à remplir son devoir, il lui fallait d'abord assurer au Parti une ligne de conduite et une direction unitaires ainsi que la confiance des grandes masses ouvrières.

Or, le Congrès national a rempli ce devoir avec toute la clarté requise dans ses thèses décisives sur le front unique et le gouvernement ouvrier. Grâce à la majorité des deux tiers qui approuva ces thèses, leur réalisation énergique est assurée. Et par l'admission unanime de trois militants dirigeants de l'opposition au sein du nouveau comité directeur, la majorité a montré qu'elle est fermement disposée à associer aussi ces camarades au travail responsable du Parti et à les convaincre par la pratique elle-même.

Le Congrès a reconnu l'existence de certains périls opportunistes ; il les a même scrupuleusement énumérés tout en exigeant leur élimination intransigente. Mais en même temps il n'a pas laissé le moindre doute qu'il ne tolérera à aucun prix que l'application conséquente de la tactique du front unique soit contrecarrée par des éléments qui se font un devoir de flairer dans toute démarche du Parti un péril opportuniste, qui au lieu de s'appliquer à éduquer et à discipliner

politiquement les masses du Parti, se font seulement le baromètre, le porte-parole de vagues sentiments de masses, qui, de par leur critique purement négative, portent dans les rangs du parti un facteur de démoralisation et qui, dans la pratique, et malgré toute leur rhétorique ultraradicale, prouvent qu'ils sont des éléments bien passifs.

La question du gouvernement ouvrier dominait tous les débats du Congrès national. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en étonner : car le problème du pouvoir politique est posé en Allemagne, et la classe ouvrière en est à ce point que, sous peine de la mort réelle par inanition de millions de prolétaires, elle doit se résoudre à renverser la bourgeoisie et se charger elle-même du pouvoir gouvernemental.

Sous le couvert de la protestation nationaliste et de l'attitude héroïque : Plutôt mourir que d'être esclave ! la bourgeoisie allemande dissimule ses négociations avec les capitalistes français en vue de se charger de l'exploitation intensifiée et commune du prolétariat allemand et de se partager les butins.

Or, dans les deux éventualités, le péril est également grand pour la classe ouvrière. Peu importe que l'impérialisme français passe à l'annexion armée de la Ruhr ou que les capitalistes allemands et français finissent par s'entendre à la dernière heure, autant que la guerre l'entente capitaliste signifie pour le prolétariat allemand la chute dans la barbarie.

Par conséquent, le « gouvernement ouvrier » a cessé d'être un simple postulat de propagande, il est plutôt un mot d'ordre de la plus grande actualité. Le P. C. doit dorénavant envisager très sérieusement la possibilité de la venue du moment où les plus larges masses ouvrières seront prêtes à renverser le gouvernement bourgeois, à empêcher la coalition des social-démocrates avec la bourgeoisie et à créer un gouvernement ouvrier, toutefois sans être en même temps déjà disposées à chasser avec les ministres bourgeois leurs larbins réformistes. Les masses ouvrières ne comprendraient pas que les communistes, dont la propagande leur avait inculqué avec tant de rigueur l'idée du gouvernement ouvrier, refusassent au moment décisif de participer au gouvernement nouveau. Pour cela, le P. C. doit dès aujourd'hui se déclarer sans ambages, prêt à former un gouvernement de coalition avec les social-démocrates, dès que les masses le lui demanderont sérieusement. La question du gouvernement ouvrier représente la dernière, la plus difficile et la plus grosse conséquence de la tactique du front unique. Quiconque voudra l'une devra nécessairement aussi vouloir l'autre, et quiconque propagera le postulat du gouvernement ouvrier doit être en même temps sérieusement prêt à le réaliser.

Au cours de l'année passée, l'opposition au sein du K. P. D. avait ramassé et activement propagé le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. Elle y vit un bon moyen d'agitation, une « enveloppe tactique » de la dictature du prolétariat. Bon, dit-elle, si les masses ont encore peur du mot « dictature », nous leur parlerons simplement de gouvernement ouvrier. Mais elle

oubliait en même temps le fait que, s'il est possible de séparer l'agitation de l'action pendant les périodes d'accalmies morales et d'évolution lente, toutes les deux demeurent organiquement liées aux époques de crises révolutionnaires et que l'agitation suscite alors dès le début ses conséquences pratiques.

Cependant, lorsque le mot d'ordre du gouvernement ouvrier prit une forme assez proche et concrète, l'opposition se vit envahie de plus en plus de scrupules et d'hésitations. Quand le gouvernement ouvrier auquel participeront les communistes sera-t-il possible ? Et la majorité du parti lui répondit : ce sera au moment d'un mouvement ascendant de masses révolutionnaires, lorsque celui-ci commencera déjà à engendrer des organes extra-parlementaires du pouvoir prolétarien, lorsque les masses elles-mêmes commenceront à pousser vers leur solution les problèmes du contrôle de la production et de l'armement du prolétariat. Le gouvernement ouvrier ne sera pas une étape amiable et pacifique entre la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne ; il présuppose plutôt la décomposition de la démocratie bourgeoise, l'apparition brutale de la dictature bourgeoise et les luttes organisées de défense du prolétariat. Et, gouvernement de lutte contre la bourgeoisie, il conduira fatalement à une accentuation des luttes de classe, à la guerre civile et à travers celle-ci à la dictature prolétarienne. Le gouvernement ouvrier ne pourra se terminer que par une grande défaite du prolétariat par suite de la trahison des chefs réformistes et de la faiblesse du P. C., ou par l'élimination des chefs réformistes, par le ralliement des masses vers la direction communiste et par le passage du prolétariat de la défensive à l'offensive.

L'opposition ne se déclarait pas encore satisfaite de cette réponse. Elle repoussa la thèse du gouvernement de coalition avec la social-démocratie en tant que parti en affirmant que le parti social-démocrate était incapable de combattre, que le but du front unique était de le détruire et que nous ne saurions collaborer qu'avec certains social-démocrates, avec les éléments ouvriers de ce parti. En pratique, cette argumentation signifie le rejet du gouvernement ouvrier, le retour à cette conception du front unique qu'on croyait avoir vaincue depuis longtemps et qui n'accepte que l'unité de front à la base.

Sans doute, l'effet objectif du front unique se résume par la désagrégation de la social-démocratie et le rassemblement des masses sous une direction communiste. Mais ce résultat ne sera acquis qu'à la fin des luttes révolutionnaires et non à leur début. Et précisément, pour arriver à ce but, le P. C. devra dans certaines conditions faire une coalition avec les chefs social-démocrates, non pas pour renier son rôle de parti du prolétariat, de seul guide révolutionnaire, ni pour se placer modestement comme un parti prolétarien auprès d'un ou plusieurs autres, mais pour démontrer par cette concession à la revendication des masses qu'il est sérieusement disposé à se ranger toujours du côté

des masses militantes et pour accélérer au sein de la coalition le « démasquage » des chefs réformistes en défendant d'une façon intransigeante les intérêts de classe du prolétariat, en empêchant toute trahison et déception des masses, en critiquant et en dénonçant sans relâche au public toutes les menées réformistes.

A cela l'opposition vient répliquer : Les chefs réformistes ne se prêteront jamais à la lutte; en formant avec eux un gouvernement commun, nous ne ferions que susciter au sein des masses des illusions fort néfastes. En arguant ainsi, l'opposition fait l'erreur de regarder le parti social-démocrate comme un organisme rigide et absolument invariable au lieu d'y voir simplement un organisme social dont la direction demeure subordonnée à la pression des masses de ses adhérents. Sous cette pression, il est fort bien possible qu'au moins la fraction la plus avisée des dirigeants social-démocrates renonce à la coalition avec la bourgeoisie et adhère en tant qu'aile droite du mouvement révolutionnaire, mais avec l'intention sournoise de trahir la révolution aussi vite que possible et de reprendre contact avec la bourgeoisie aussi vite que faire se pourra. Mais cette intention demeure dissimulée de telle sorte que les masses ne peuvent encore la reconnaître. Elle ne saurait être tirée au grand jour qu'à la condition que le P. C. traite d'abord les social-démocrates comme tels qu'il apparaissent encore aux masses, c'est-à-dire comme des gens honnêtes, afin que les masses elles-mêmes soient mises en mesure de les démasquer.

L'opposition déclare que les communistes ne sauraient entrer dans un gouvernement ouvrier que lorsque le mouvement des masses sera déjà arrivé à ce point où la défensive se transforme automatiquement en offensive, c'est-à-dire au moment où les masses auront déjà acquis la pleine conscience du contenu révolutionnaire de leurs luttes, où le prolétariat aura déjà créé ses soviets politiques et économiques ainsi que ses organes de défense armée. Aussi cette objection tend en réalité à rejeter purement et simplement le postulat du gouvernement ouvrier. Car, à ce moment, ce n'est plus le gouvernement ouvrier, mais la dictature prolétarienne elle-même et la république soviétiste qui seront inscrites à l'ordre du jour. A ce moment, les illusions démocratiques nécessiteront davantage et par conséquent on n'aura plus à en faire aucun cas pour mettre en branle les masses prolétariennes. A ce moment, les institutions démocratiques seront déjà brisées ou ne seront tout au plus que des instruments de la contre-révolution en vue de combattre les institutions révolutionnaires du prolétariat. Dès lors on n'aura plus besoin d'utiliser les institutions démocratiques, et qui plus est, cette utilisation sera déjà devenue impossible. Cependant le P. C. doit froidement envisager la possibilité que l'entrée dans un gouvernement ouvrier ne dépendra pas seulement de sa propre volonté et de son appréciation de la situation, mais qu'il sera plutôt déterminé par la volonté des masses exigeant impérieusement la collaboration des communistes. Or, dans une pareille situation, le P. C. aura la tâche d'uti-

liser avec une ardeur redoublée tous les moyens répressifs du pouvoir gouvernemental pour détruire les organisations contre-révolutionnaires, amplifier et perfectionner les organes de la force prolétarienne et renforcer la conscience de l'énergie prolétarienne. La formation, l'organisation et la centralisation méthodiques des conseils ouvriers et des corps de défense ouvrière, la démolition des formations militaires et policières et des organes de la justice et de l'administration bourgeoises seront dès lors des tâches actuelles du gouvernement ouvrier. Le gouvernement ouvrier n'est plus une dictature bourgeoise sans être déjà une dictature prolétarienne ; il est un point de passage au milieu du processus dialectique du développement révolutionnaire : tout en existant, il procède lui-même à son abolition.

Il était impossible que le congrès de Leipzig terminât la classification théorique qui avait malheureusement commencé trop tard au sein du parti. D'une manière définie, la majorité et la minorité se précisaient en tant que fractions au congrès, mais la position théorique des divers orateurs demeurait assez vague. Souvent les points de vue de la majorité et de la minorité se rencontraient et s'entremêlaient et en bien des points la formule de la minorité se rapprochait beaucoup de celle de la majorité. A plusieurs reprises nous entendîmes la question : « Pourquoi ces discussions violentes ? Il n'existe point d'antagonismes réels entre nous. » Cependant la violence elle-même des débats fournissait la preuve qu'il existe encore des contradictions non clarifiées et qu'une fois de plus le parti se trouve en face d'une grande tâche, en pleine mêlée avec l'adversaire extérieur et en même temps au beau milieu d'une campagne de classification théorique qui absorbe toutes les forces des militants. On ne peut dès lors pas dire : Maintenant trêve aux discussions, l'heure est à l'action. Car tant que subsistera le manque de clarté et que le poison du pseudo-radicalisme n'aura pas disparu du corps du parti, il faudra aussi continuer la polémique tactique.

Le congrès national a d'ailleurs très bien reconnu cette nécessité. Il a proclamé sa volonté unanime de réaliser vigoureusement les décisions qu'il a prises, et l'opposition s'est engagée à y collaborer loyalement. Mais en même temps on n'a pas interrompu la discussion politique, ni les tentatives d'une entente réciproque objective et sérieuse. Les différends tactiques ont été représentés et formulés depuis dans plusieurs articles de la presse du parti avec bien plus de clarté et de précision qu'au congrès lui-même. Et nous y voyons un premier pas vers l'élimination définitive de ces divergences de vues.

La majorité a formulé avec toute la clarté requise sa manière de voir dans sa résolution du congrès. Il s'agit maintenant d'amener l'opposition à formuler à son tour son point de vue avec la même précision. Ce travail a été commencé utilement dans deux grandes assemblées de militants de l'organisation de Berlin. Mais au-dessus de toutes les discussions s'impose à tous la nécessité de la lutte pratique que le parti a à soutenir actuellement. La situation historique met le

parti en face de batailles de plus en plus sérieuses tout en le forçant à appliquer de plus en plus souvent, dans tous les domaines de son activité et sous les formes et les conditions les plus multiples, la tactique du front unique. Et le parti apprend ainsi de mieux en mieux à manier cette arme efficace. L'incertitude et les hésitations dans l'application de notre tactique sont la source de ce qu'on appelle les déviations de « gauche ». Mais nous parviendrons à éviter tous les déraillements opportunistes, toutes les incertitudes et oscillations et plus rapidement nous arriverons aussi à l'unité théorique du parti, et plus vite les ouvriers mentalement révolutionnaires qui brûlent pour ainsi dire de décider la révolution par un brillant assaut de l'avant-garde résolue, reconnaîtront à leur tour la supériorité et la nécessité de la tactique du front unique et emploieront toutes leurs forces à la réaliser.

Sans doute le congrès de Leipzig constitue un bon pas en avant dans la bonne voie. Il fut une session de travail sérieux et assidu, une confession de foi de l'activité révolutionnaire, une accentuation et une consécration des décisions du IV<sup>e</sup> congrès mondial de l'Internationale Communiste. Sous deux points de vue, le P. C. allemand a précisé ses tâches d'avenir : D'abord il a souligné la nécessité absolue du même travail d'organisation tenace et méthodique, partout où s'en présente l'occasion, dans toutes les organisations ouvrières, au sein des institutions démocratiques existantes et parmi nos propres adhérents. Et puis il a aussi bien établi les rapports du parti avec l'Internationale, les partis communistes frères et la classe ouvrière militante de tous les pays. Toutes ses décisions sont inspirées par la conscience de ces deux grandes tâches : révolutionner les masses ouvrières d'Allemagne et leur assigner leur place dans le front de la lutte révolutionnaire internationale. Ainsi le parti allemand a prouvé qu'il est digne d'être appelé une section du Parti Communiste International.

EDWIN HERNLE.

VIENT DE PARAÎTRE :

**E. BRAND & H. WALETSKY**

**Le Communisme en Pologne**

**3 ANS DE COMBAT**

**A L'AVANT-GARDE**

**Préface d'Amédée DUNOIS**

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

# La Conférence de Francfort

## Troisième Journée (19 Mars)

La séance est ouverte à 9 heures du matin sous la présidence du camarade Disselkamp (Bochum). Le Congrès rend hommage aux victimes de l'insurrection de mars 1921. Des télégrammes de salutations ont été reçus des Jeunesses Ouvrières suédoises, des charpentiers de Königsberg, des travailleurs des usines Ambi à Francfort, des militants responsables de la Sarre, de l'opposition syndicale de Ludwigshafen, des dockers de Düsseldorf, des groupements ouvriers de Königsberg, de Wollenbuttel, de Bochum (mineurs), de Gelsenkirchen.

### Lozovsky

La tâche principale de la présente conférence c'est d'adopter des mesures efficaces contre le danger de guerre et la réaction fasciste.

L'occupation de la Ruhr est le résultat de l'équilibre instable engendré par ce qu'on appelle la paix de Versailles. La bourgeoisie française veut montrer qu'elle ne recule devant rien pour s'acquitter de sa dette publique, montée de 27 milliards de francs avant la guerre à 310 milliards. Elle veut obliger l'Allemagne à payer. La deuxième cause de l'occupation de la Ruhr, c'est le désir de la lourde industrie française d'unir le minerai français au charbon allemand. Enfin, outre le désir de supprimer l'Allemagne en tant que concurrent économique, il y a en France l'intention de morceler politiquement le Reich pour faire de la Bavière un couloir rapprochant la France de ses vassaux, Tchéco-Slovaquie et Pologne. *Les intentions impérialistes de la France* sont évidentes dans cette affaire. La lutte entre les classes dirigeantes d'Allemagne et de France s'est aggravée, l'entente entre elles, esquissée lors de la convention Stinnes-Lubersac, ayant échoué. Les dirigeants de la social-démocratie allemande et de l'Union des syndicats allemands essaient en vain de représenter la défense des 51 % de M. Stinnes comme défense nationale et de rétablir l'union sacrée des classes ennemies en cette circonstance. Tous les ouvriers savent, grâce aux expériences de quatre années de guerre et de quatre années de « paix », qu'ils payent toujours les frais de l'Union sacrée.

*Deux mois après l'occupation de la Ruhr, le front uni des réformistes avec la bourgeoisie subsiste, mais ébranlé. Par contre, le courant vers le front uni de la lutte de classe ouvrière devient de plus en plus puissant.*

Si le conflit de la Ruhr finit par une entente les ouvriers payeront les frais de l'entente d'une journée de travail prolongée pour un salaire moindre et l'entente réalisée ne sera qu'une trêve employée à la préparation de la *prochaine guerre impérialiste*. La confiance de certains politiciens naïfs de la social-démocratie et du réformisme syndical allemand dans l'intervention de la bourgeoisie anglaise « libérale » n'est que ridicule. La bourgeoisie anglaise attend que s'affaiblissent ses deux concurrents continentaux pour tirer avantage de leur affaiblissement.

La neutralité « amicale » de l'Angleterre envers la France est comparable à un nœud coulant amicalement jeté autour du cou de la bourgeoisie fran-

çaise et que la bourgeoisie britannique se réserve de serrer le moment venu.

L'entrée d'une armée française dans un paisible pays allemand, c'est déjà la guerre. Qu'a fait la classe ouvrière organisée en présence de ce fait de guerre ? On a beaucoup parlé à La Haye de la grève internationale contre la guerre. Phrase creuse : L'idée essentielle était que l'Allemagne doit payer les réparations et qu'elle devrait y être contrainte sans emploi de la force armée. Le secrétaire général d'Amsterdam l'a déclaré lui-même : « Nous avons trop peu fait. » Et le social-patriote Koester a dit « *qu'on ne peut rien attendre de l'Internationale d'Amsterdam* ». Mais une association de social-patriotes allemands, français et belges — Amsterdam ou Londres — pourrait-elle être autre chose qu'un tohu-bohu de gens en désaccord ? Si toutes les Internationales ouvrières existantes étaient aussi impuissantes, nous ne pourrions pas espérer de lutte décisive contre l'impérialisme au cours des prochaines années. Mais il n'en est fort heureusement rien. Les Partis Communistes, les syndicats rouges, les Jeunesses Communistes ont agi contre l'occupation de la Ruhr.

*Dès le premier jour de l'occupation de la Ruhr, la lutte de classe révolutionnaire a commencé en France et en Allemagne contre l'aventure impérialiste. C'est un événement important dans l'histoire du mouvement ouvrier. C'est l'indice du réveil de conscience des travailleurs dont l'union brisera l'impérialisme.*

Les gens d'Amsterdam disent, il est vrai : « Nous avons été impuissants, mais les communistes et les syndicats rouges n'ont pas, eux non plus, fait la grève générale internationale. » Si nous sommes encore une trop faible minorité en Europe occidentale pour entreprendre des actions aussi vastes, nous avons montré en Russie ce que nous sommes capables de faire quand nous avons conquis la majorité de la classe ouvrière. Les social-démocrates allemands ont aussi fait une révolution. Entre la leur et la nôtre la différence est que chez nous le pouvoir reste à la classe ouvrière, tandis que les social-démocrates n'ont eu qu'un souci : le rendre promptement à la bourgeoisie. Comparez quatre années de développement de la révolution russe. Les impérialistes étrangers n'osent plus mettre le pied dans notre pays, mais ils trouvent tout simple d'entrer en Allemagne.

La Russie soviétique est le résultat de notre politique révolutionnaire — l'Autriche et l'Allemagne montrent les résultats de la politique social-démocrate.

Mais passons aux possibilités pratiques : le prolétariat international doit maintenant suivre, sans les jamais perdre de vue, ces deux mots d'ordre : *A bas le traité de Versailles : évacuation du pays occupé !*

Des leaders ouvriers — Vandervelde, Jouhaux, Gompers, Legien — ont contresigné le traité de Versailles. Nous y trouvons, d'ailleurs, de beaux principes : Démagogie et hypocrisie. « La main-d'œuvre, y est-il dit quelque part, ne doit pas être une marchandise. » On sait dans le monde ouvrier ce qui a été appliqué de ces beaux principes. Les gens d'Amsterdam parlent abondamment de

la reconstruction des régions dévastées de la France et de la Belgique. Sur ce point l'opinion révolutionnaire est fort différente de la leur. *Reconstruction de toutes les provinces dévastées, oui, mais non pas aux frais de la classe ouvrière, aux frais de la classe dirigeante. Des millions d'ouvriers ont donné leur sang ; que les bourgeoisies donnent à présent leur argent ; — elles donneront leur sang plus tard.*

Rappelons-nous que le renversement des classes dirigeantes n'est pas possible sans un travail méthodique et systématique à l'armée, parmi les troupes blanches et noires de l'impérialisme que l'on jette contre les ouvriers allemands aussi bien que contre les ouvriers français. Cette propagande demande, bien entendu, des sacrifices. La révolution en demande aussi. Elle fera des milliers de victimes — mais ce qu'on appelle la paix sociale en ferait des millions.

Outre cette propagande, une autre doit être faite contre le nationalisme dans les milieux ouvriers. Celle de la *fraternisation des ouvriers allemands et des soldats français.*

Nous l'avons faite lorsque les armées allemandes foulaient le sol russe, sans nous occuper de la presse bourgeoise et social-démocrate qui nous représentait comme payés par Hindenburg et Ludendorff. Le résultat en a été la décomposition du militarisme allemand en Russie. A cet égard, les organisations de la jeunesse ont déjà déployé une activité utile dans les provinces occupées. Elles doivent rencontrer le soutien actif de toutes les organisations ouvrières.

Un autre devoir pratique consiste, dans tous les pays alliés à la France, à *élire des délégations des usines, des ateliers, des mines, qui iront se rendre compte sur place des procédés de l'impérialisme.*

Cette conférence doit commencer l'organisation de groupements internationaux de cheminots, de mineurs, de métallurgistes des pays intéressés sur tous les nœuds des voies ferrées ; dans les ports, dans les villes frontières les plus importantes, des comités ouvriers de contrôle nationaux et internationaux doivent être appelés à surveiller les transports de troupes et d'armes.

Enfin, pour faire pénétrer parmi les larges masses ouvrières nos mots d'ordre : *Contre la paix de Versailles, contre la coalition avec la bourgeoisie, pour le front unique prolétarien*, nous devons organiser une semaine de propagande internationale contre la guerre.

Et tant que des millions d'ouvriers restent dans les organisations réformistes, nous ne devons pas craindre d'entamer sans cesse de nouvelles négociations avec les chefs réformistes auxquels nous ne poserons qu'une condition pour l'action commune : *rupture complète avec la bourgeoisie.* M. Fimmen dit qu'il faudrait rétablir d'abord la confiance mutuelle. Mais comment pouvons-nous avoir confiance en des hommes tels qu'un Merrheim, qui ont envoyé dans la Ruhr le mouchard du Comité des Forges, Hoeschiller ? Nous répondrons : *« Réalisons le front unique de l'action commune, la confiance mutuelle viendra ensuite ».*

Notre conférence n'aura de résultats concrets que si nous constituons un Comité d'action composé des délégués de toutes les tendances politiques et de toutes les organisations syndicales représentées ici et si nous chargeons ce comité de prendre contact avec les différentes organisations ouvrières. Un congrès international auquel participeront aussi les organisations qui ne sont pas représentées ici devra étudier et préparer l'action commune.

Notre travail doit être adapté dans chaque pays à la situation locale. La France doit continuer

l'œuvre commencée par le Comité d'action de la C. G. T. U., du P. C. F., et des Jeunesses Communistes. Il serait utile de convoquer un congrès de délégués d'usines qui aurait à examiner deux questions : l'unité du mouvement syndical de France et la guerre à la guerre.

En Allemagne, la politique de coalition gouvernementale a abouti à la misère et à l'affaiblissement de la classe ouvrière et à l'affermissement des magnats de l'industrie. L'issue, la voilà : *Front unique et gouvernement ouvrier !*

Un tel gouvernement ouvrier allemand devrait conclure une alliance défensive avec la Russie Soviétique et resserrer son alliance avec la classe ouvrière française. Lorsque nous défendions la Révolution russe, les gens d'Amsterdam étaient obligés de nous soutenir pour n'être pas lâchés par ceux qui les suivent. Car la solidarité ouvrière internationale est une puissance réelle. Pour éviter la guerre, la classe ouvrière allemande ferait volontiers des sacrifices, mais *des sacrifices aux frais de la bourgeoisie.* Nous avons l'expérience de Brest-Litovsk. Les troupes françaises dans la Ruhr subiront le même sort que les troupes allemandes en Russie nagnère ; elles ne seront plus de bonnes troupes au bout de deux ou trois mois.

*Les pires ennemis de la nation sont aujourd'hui les patriotes et en particulier les social-patriotes.*

Si la social-démocratie allemande s'était opposée, en 1914, à la vague nationaliste, des milliers d'hommes seraient naturellement tombés, mais des millions d'êtres humains auraient été sauvés. Si la social-démocratie allemande avait protesté contre la paix de Brest-Litovsk, le traité de Versailles n'aurait pas été conclu. Si les troupes françaises continuent leur avancée en Allemagne, elles seront tôt ou tard balayées par la volonté inébranlable du prolétariat incarné par un gouvernement ouvrier, prêt à défendre la patrie socialiste.

En Angleterre, le Labour Party doit être contraint à prendre position non seulement en paroles, mais en actes, contre l'occupation de la Ruhr. Toutes les énergies doivent être concentrées sur la résistance à la politique coloniale. En Italie, la réaction fasciste signifie le danger d'une guerre nouvelle et doit être combattue avec d'autant plus de vigueur.

La classe ouvrière est l'unique classe apte à trouver dans la décomposition croissante du monde bourgeois une solution. Nous montrons la voie. Elle passe par l'alliance de la Russie prolétarienne avec l'Allemagne prolétarienne. La Russie, seule, n'a pas pu être vaincue par les impérialistes ; les deux Etats ouvriers alliés le seraient d'autant moins. Si les leaders social-démocrates connaissent une meilleure voie, qu'ils la désignent ! Si toutes les expériences des durs combats que nous avons soutenus et pour la Russie et pour le monde ouvrier entier ne constituent pas un enseignement suffisant, il faut désespérer du bon sens de la classe ouvrière. La Révolution russe, *première étape de la Révolution mondiale*, embrasse déjà un sixième du globe terrestre. La révolution continue. Elle fera son tour du monde.

### Les débats

*Hammer* informe le Congrès de l'arrestation, à Paris, du camarade Hoellein et de l'instruction ouverte contre lui.

*Unger* (Parti Communiste de Rhénanie-Westphalie). — Les gouvernants français invitent les ouvriers révolutionnaires de la Ruhr à nationaliser et à contrôler la production sous la protection des baïonnettes françaises. Cette proposition, nous l'avons résolument repoussée. Le moral de l'armée

d'occupation est manifestement mauvais. Les cas de désertion y sont nombreux. Dans la région occupée, la spéculation sévit et le fascisme est provoquant. Mais le flux nationaliste baisse. Dans les endroits où la police allemande a été licenciée ou expulsée, la bourgeoisie organise des gardes blanches. Social-démocrates et réformistes s'unissent aux partis bourgeois allemands et ont décliné la proposition des communistes de recourir à une grève générale. En grand nombre, les ouvriers social-démocrates s'insurgent contre leurs dirigeants. L'accroissement de l'influence communiste est incontestable.

La camarade *Kasper*, des métallurgistes de Berlin, parle de la nécessité pour les ouvrières de participer au mouvement contre la guerre.

*Alles*, délégué de la Sarre, informe la conférence des péripéties de la grève des mineurs.

*Dubon*, qui vient d'arriver de Paris, est longuement ovationné. Dubon espère qu'un congrès de délégués d'usines, de mines et d'ateliers, pourra bientôt se réunir en France et que l'on y verra des délégués allemands. « Nous savons, dit-il, que la France est à la tête des Etats impérialistes et quel grand devoir cette situation nous impose. Nous travaillerons avec vous à faire du Rhin le tombeau du capitalisme. »

*Akoulov* (mineurs russes) invite la conférence à compter sur le prolétariat russe.

*Combianchi* (Italie) parle de la politique impérialiste du gouvernement fasciste. Les effectifs de l'armée italienne dépassent un demi-million d'hommes. L'Italie a besoin de charbon : c'est pourquoi, dans la question des réparations, elle soutient la France. Si les Français marchaient sur Berlin, les Italiens marcheraient sur Vienne. Le prolétariat italien tout entier est contre la guerre, mais on sait quel régime de terreur blanche il subit.

### Clara Zetkin

Clara Zetkin invite les ouvriers à oublier ce qui les divise et à songer aux dangers et aux intérêts qui les unissent. En ce moment, nous ne devons être ensemble que des prolétaires révolutionnaires. Dans la Ruhr, les capitalistes français, belge et italien ont, en réalité, derrière eux le capital américain. C'est la lutte du capitalisme entier contre le prolétariat. Les tâches communes qui s'imposent à nous tout de suite peuvent paraître trop quotidiennes, mais la volonté de nous émanciper et de prendre le pouvoir s'éveillera en nous tous pendant la guerre contre la guerre. J'ai assisté à presque tous les congrès de la 2<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup> Internationales. Ma plus grande douleur fut d'assister à la chute de la 2<sup>e</sup> Internationale. Si souvent il m'avait paru que ses assemblées étaient imprégnées d'une ardente volonté de libération que je n'ai vraiment connue, plus tard, que dans les congrès tenus au sein de la Révolution russe. Cette conférence sera aussi d'une grande importance. C'est un premier pas. Le front unique se forme sous nos yeux par en bas, par l'accroissement de la conscience et de la volonté des masses, et non comme le fruit de négociations entre chefs. Je crois exprimer l'opinion de tous les camarades allemands présents ici en assurant les délégués français que le front unique qui se forme en Allemagne n'attend rien de la démocratie et tout de la lutte de classes.

### Marius

Le délégué français se garde bien de protester contre l'arrestation du camarade Hoelhein par la police de Poincaré, qui ne fait que son métier, au service d'un gouvernement de classe. Mais il

signale que la police allemande, au service d'un gouvernement présidé par un socialiste et auquel appartiennent encore en Prusse des ministres social-démocrates, a, depuis huit jours, arrêté à la frontière plusieurs camarades français dont on est encore sans nouvelles.

A propos de l'occupation de la Ruhr, Marius fait remarquer que les ingénieurs français, membres de la Commission envoyée à Essen, appartiennent à une société française par actions qui compte également parmi ses membres M.M. Hugo Stinnes (Muelheim), Léo Stinnes (Mannheim), Hans Klemm (Mannheim) et nombre d'autres capitalistes allemands.

*Marianski* (Pologne) propose à la conférence d'adresser un appel aux travailleurs polonais, parmi lesquels les capitalistes français s'efforcent de recruter de la main-d'œuvre pour la Ruhr.

*Ewert* (P. C. allemand) expose l'attitude des masses communistes dans la question du front unique ; puis *Hartmann* (Comités d'usines de Berlin) montre combien la volonté d'action des ouvriers allemands est entravée par la bureaucratie syndicale et social-démocrate.

Après un bref discours du camarade *Martinov* (Bulgarie), *Kreibich* (Tchéco-Slovaquie) entretient la conférence des lois scélérates préparées dans son pays contre le mouvement ouvrier. « La France, dit-il, fonde de grands espoirs sur la Tchéco-Slovaquie et ce sont des préparatifs de guerre. »

Après quelques mots de *Meyer* (Autriche) et de *Fuchs* (social-démocrate indépendant), qui propose au nom de son parti la candidature de Ledebour au Comité d'action international dont Lozovsky a proposé la formation, Lozovsky a la parole pour conclure.

Lozovsky se félicite que communistes, social-démocrates et social-démocrates indépendants aient trouvé à cette conférence un terrain d'entente. « Toutes nos résolutions, dit-il, auront un caractère d'entente. » Lozovsky remarque l'émotion soulevée dans la presse allemande par la nouvelle de la conférence.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, Imprimeur.



# 1905

PAR  
**Léon TROTSKY**

Un magnifique volume  
grand in-octavo de 400 pages dont  
19 PLANCHES HORS-TEXTE  
(2 en couleurs)  
sur papier glacé

- Prix de souscription -  
- - - 12 francs - - -  
- Après la parution -  
- - - 15 francs - - -

Tous ceux qui veulent profiter du prix réduit de 12 fr. doivent se hâter. Le livre paraîtra bientôt. A dater de la mise en vente, le prix sera de 15 francs.

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

## Autres œuvres de TROTSKY :

**Terrorisme et Communisme 7 »**  
**Nouvelle Étape . . . . . 4 »**  
**Entre l'Impérialisme et la Révolution . . . . . 4 »**  
**Les trois livres : 15 francs**

Les souscripteurs de « 1905 » qui commanderont aussi ces trois volumes ne les paieront que :

**12 francs les 3**

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

# UN ÉVÈNEMENT DANS LA LIBRAIRIE

Par les soins de la Librairie de l' « Humanité », prochainement paraîtra le nouveau livre de

## LÉON TROTSKY

consacré à la Révolution russe de 1905

Traduit par **PARIJANINE**

C'est une œuvre d'un intérêt extraordinaire qui dépasse de beaucoup tout ce qui a été écrit sur la Révolution russe.

**Léon TROTSKY** n'est pas seulement un des principaux chefs d'une Révolution qui ouvre une ère nouvelle dans l'Histoire de l'humanité.

**Léon TROTSKY** n'est pas seulement un des principaux dirigeants de la première République prolétarienne, la République des Soviets de Russie, qui couvre un sixième de la surface des continents,

**Léon TROTSKY** n'est pas seulement un des plus grands orateurs révolutionnaires, un brillant polémiste, un dialecticien de premier ordre, un théoricien érudit,

**Léon TROTSKY** est aussi un grand écrivain et un historien.

**1905** son nouveau livre, éclaire d'une vive lumière toute l'histoire de la Révolution russe.

**1905** n'explique pas seulement la Révolution de 1905, elle explique aussi celle de 1917. On ne peut comprendre celle-ci sans connaître la première.

**1905** est indispensable à quiconque s'intéresse à la Russie, à la Révolution, au mouvement ouvrier mondial.

**1905** a sa place marquée dans toutes les bibliothèques et sur la planchette à livres du plus humble militant.

**1905 PARAÎTRA TRÈS PROCHAINEMENT**

### BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné (nom et prénoms).....

Adresse .....

Localité, département .....

vous adresse la somme de : .....

12 francs (14 francs pour recevoir par poste, recommandé, montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution.

24 francs (28 francs pour recevoir par poste, recommandé), montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution, et des 3 livres de Trotsky déjà parus.

(Biffer la mention inutile).

Envoyer ce bulletin à M. HENRI SUCHET, 120, rue Lafayette, PARIS (10<sup>e</sup>). — Chèque postal : 25-517.

**CEUX QUI VEULENT LE LIVRE RELIÉ AJOUTERONT :**  
**6 fr.-75 pour une reliure en basane: 10 fr. pour une reliure chagrin.**